



Nations Unies

FCCC/KP/CMP/2020/2-FCCC/PA/CMA/2020/2



Convention-cadre sur les changements climatiques

Distr. générale
31 décembre 2020
Français
Original : anglais

Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto
Seizième session
Glasgow, 1^{er}-12 novembre 2021

Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris
Troisième session
Glasgow, 1^{er}-12 novembre 2021

Rapport du Conseil du Fonds pour l'adaptation

Note du Président du Conseil du Fonds pour l'adaptation*

Résumé

Le présent rapport a été établi comme suite à la décision 1/CMP.3 par laquelle le Conseil du Fonds pour l'adaptation a été prié de faire rapport sur ses activités à chaque session de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CMP). Il contient des informations portant sur la période allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020, notamment sur les progrès accomplis par le Fonds pour l'adaptation, en particulier en ce qui concerne la réalisation des tâches dont celui-ci a été chargé par la CMP, et sur les décisions et les dispositions prises par le Conseil du Fonds, dont la CMP et la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris (CMA) sont invitées à prendre note, selon qu'il conviendra.

* Le présent rapport a été approuvé par le Conseil sous une forme révisée afin de ne pas dépasser la limite du nombre de mots applicable à la partie principale du document. Le fait que certaines sections figurent dans les annexes ne signifie pas qu'une hiérarchie des questions a été établie dans le présent rapport.



Table des matières

	<i>Page</i>
Abréviations et acronymes	3
I. Introduction.....	4
A. Mandat	4
B. Objet du rapport.....	4
II. Recommandations concernant les mesures que pourrait prendre la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto à sa seizième session ou la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris à sa troisième session.....	4
III. Activités menées pendant la période considérée	8
A. Élection du(de la) Président(e) et du(de la) Vice-Président(e) du Conseil du Fonds pour l'adaptation	8
B. Composition du Conseil du Fonds pour l'adaptation.....	8
C. Réunions du Conseil du Fonds pour l'adaptation en 2020.....	8
D. Ressources du fonds d'affectation spéciale du Fonds pour l'adaptation.....	9
E. Plan de travail du Conseil du Fonds pour l'adaptation	9
F. Budget du Conseil du Fonds pour l'adaptation, du secrétariat et de l'administrateur	9
G. Accréditation des entités d'exécution	9
H. Comités du Conseil du Fonds pour l'adaptation.....	10
I. Décisions de financement relatives à des projets et programmes d'adaptation	11
J. Stratégie à moyen terme	12
K. Suivi du portefeuille	13
L. Mesures prises face à la maladie à coronavirus 2019	13
Annexes	
I. Membres et membres suppléants du Fonds pour l'adaptation au 30 juin 2020.....	16
II. Budget approuvé et budget effectif pour l'exercice 2021 et budget approuvé pour l'exercice 2021 du Conseil du Fonds pour l'adaptation, du secrétariat et de l'administrateur, et budget approuvé pour les exercices 2021 et 2022 du Groupe technique de référence pour les questions d'évaluation du Fonds pour l'adaptation et de son secrétariat	18
III. Entités d'exécution accréditées	19
IV. Entités d'exécution accréditées	21
V. Situation du portefeuille du Fonds pour l'adaptation	32
VI. Rapport financier du fonds d'affectation spéciale du Fonds pour l'adaptation au 30 juin 2020, établi par l'administrateur : supplément au rapport du Conseil du Fonds pour l'adaptation à la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto et à la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris.....	44
VII. Liens opérationnels et relations entre le Fonds pour l'adaptation et d'autres institutions relevant de la Convention.....	58
VIII. Appui apporté à l'exécution du mandat du Conseil du Fonds pour l'adaptation.....	71
IX. Fonds pour l'adaptation et Accord de Paris	73

Abréviations et acronymes

BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
CMA	Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris
CMP	Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto
COP	Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (Conférence des Parties)
COVID-19	Maladie à coronavirus 2019 (maladie à coronavirus)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FVC	Fonds vert pour le climat
OMM	Organisation météorologique mondiale
ONG	Organisation non gouvernementale
Partie non visée à l'annexe I	Partie non visée à l'annexe I de la Convention
Partie visée à l'annexe I	Partie visée à l'annexe I de la Convention
PEID	Petits États insulaires en développement
PMA	Pays les moins avancés
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour l'environnement
Stratégie à moyen terme	Stratégie à moyen terme du Fonds pour l'adaptation pour 2018-2022
TERG	Groupe technique de référence pour les questions d'évaluation du Fonds pour l'adaptation
URCE	Unité de réduction certifiée des émissions

I. Introduction

A. Mandat

1. À sa septième session, la COP a décidé de créer le Fonds pour l'adaptation¹. À sa troisième session, la CMP a décidé que l'entité chargée d'assurer le fonctionnement du Fonds serait le Conseil du Fonds pour l'adaptation, appuyé par un secrétariat et un administrateur².
2. À sa troisième session, la CMP a demandé au Conseil du Fonds pour l'adaptation de faire rapport de ses activités à chaque session. Elle a invité le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) à fournir des services de secrétariat au Conseil et la Banque mondiale à remplir les fonctions d'administrateur du Fonds pour l'adaptation, à titre provisoire dans les deux cas³.
3. La CMA, à sa première session, et la CMP, à sa quatorzième session, ont décidé que le Fonds pour l'adaptation concourrait à l'application de l'Accord de Paris en suivant les directives de la CMA et en rendant compte à celle-ci pour toutes questions relatives à l'Accord de Paris, à compter du 1^{er} janvier 2019. À sa quatorzième session, la CMP a en outre décidé que le Fonds ne concourrait plus à l'application du Protocole de Kyoto une fois que la part des fonds visée au paragraphe 4 de l'article 6 de l'Accord de Paris serait disponible⁴.

B. Objet du rapport

4. Le présent rapport contient des informations détaillées sur les progrès accomplis par le Fonds pour l'adaptation (ci-après le Fonds), en particulier dans l'exécution des tâches dont celui-ci a été chargé par la CMP, ainsi que des recommandations concernant les mesures que la CMP et la CMA devraient prendre, selon qu'il conviendra. Étant donné que la CMA n'a pas donné au Fonds de directives précises sur les questions relatives à l'Accord de Paris dont il devrait se charger, le présent rapport ne contient pas d'informations distinctes sur ces questions. Le Conseil du Fonds pour l'adaptation (ci-après le Conseil) aimerait que la CMA lui donne des directives sur ces questions. Sauf indication contraire, le présent rapport porte sur la période allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020.

II. Recommandations concernant les mesures que pourrait prendre la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto à sa seizième session ou la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris à sa troisième session

5. La CMP ou la CMA souhaiteront peut-être fournir des orientations ou des précisions sur la question des Parties pouvant prétendre à recevoir un financement du Fonds mentionnées dans le paragraphe 1 de la décision 1/CMP.3, auquel renvoient les paragraphes 5 et 10 des priorités, politiques et modalités stratégiques du Fonds pour l'adaptation⁵ adoptées à la quatrième session de la CMP⁶. Le Conseil a précédemment invité la CMP ou la CMA à fournir des orientations ou des précisions sur la manière de traiter les demandes de financement des Parties qui sont parties, soit au Protocole de Kyoto, soit à l'Accord de Paris,

¹ Décision 10/CP.7, par. 1.

² Décision 1/CMP.3, par. 3.

³ Décision 1/CMP.3, par. 5(l), 19 et 23.

⁴ Décisions 13/CMA.1, par. 1 ; et 1/CMP.14, par. 1 et 2.

⁵ À consulter à l'adresse : <https://www.adaptation-fund.org/document/strategic-priorities-policies-and-guidelines-of-the-adaptation-fund-adopted-by-the-cmp-annex-i-to-the-opg/>.

⁶ Voir décision 1/CMP.4, par. 6 et annexe IV.

mais pas aux deux⁷. Le secrétariat du Fonds a reçu une demande de financement de ce type, accompagnée de la nomination d'une autorité désignée par un pays qui n'est pas partie au Protocole de Kyoto mais qui était en train de ratifier l'Accord de Paris⁸.

6. La CMP souhaitera peut-être prendre note des incidences que le report de la vingt-sixième session de la COP pourrait avoir sur les élections, la composition et le quorum du Conseil en 2021 si aucune mesure n'est prise, avant la réunion que celui-ci doit tenir en mars 2021, pour régler le problème lié au fait que le règlement intérieur du Conseil⁹ ne comporte pas de disposition permettant aux membres et aux membres suppléants de rester en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs aient été élus. Si la CMP ne prend aucune mesure d'ici là, le Conseil sera en difficulté car de nombreux sièges seront vacants et le quorum ne pourra être atteint, dans la mesure où la moitié de ses membres doivent être élus à la seizième session de la CMP.

7. Le Conseil invite la CMP ou la CMA à prendre note des principaux chiffres, mesures et décisions, présentés ci-après pour la période considérée :

a) Trois entités d'exécution nationales et une entité d'exécution multilatérale ont été accréditées par le Conseil (les entités nationales ayant obtenu un accès direct aux ressources du Fonds), ce qui porte le nombre total d'entités d'exécution à 32 entités d'exécution nationales (neuf dans les PMA et sept dans les PEID), six entités régionales et 13 entités multilatérales. Sur les 51 entités d'exécution accréditées, 25 ont été réaccréditées (12 entités d'exécution nationales, trois entités régionales et 10 entités multilatérales) ;

b) Au 30 juin 2020, les recettes cumulées du fonds d'affectation spéciale du Fonds pour l'adaptation atteignaient 978,32 millions de dollars des États-Unis (ci-après dollars), dont 204,74 provenant de la monétisation d'unités de réduction certifiée des émissions (URCE), 735,25 de contributions et 38,33 de revenus de placements produits par le solde du fonds d'affectation spéciale. Au cours de la période considérée, les recettes se sont chiffrées à 91,23 millions de dollars, dont 3,33 provenant de la monétisation des URCE, 77,32 de contributions additionnelles et 10,58 de revenus de placements ;

c) Des contributions s'élevant à environ 77,32 millions de dollars ont été reçues d'Allemagne, de Belgique (région de Bruxelles-Capitale et région flamande), d'Espagne, d'Irlande, de Norvège, de Pologne, de Suède et de Suisse. En outre, le secrétariat du Conseil et l'administrateur ont préparé le transfert d'une contribution globale de la Fondation pour les Nations Unies, comprenant divers dons individuels effectués au cours de la période considérée ;

d) Au 30 juin 2020, 21,85 millions de dollars qui avaient été annoncés n'avaient pas été versés ;

e) Le montant cumulé des projets et programmes approuvés avait augmenté de 32 % par rapport à la période précédente pour atteindre 744,58 millions de dollars au 30 juin 2020 ;

f) Les nouvelles approbations de financement, y compris pour des propositions concrètes de projets nationaux et régionaux multinationaux, les propositions de dons dans le cadre de la stratégie à moyen terme¹⁰ et les dons pour le développement de la capacité d'accès direct, atteignent un montant total de 180,5 millions de dollars ;

g) Seize propositions de projets ou de programmes nationaux soumis par des entités régionales ont été approuvées, pour un montant total de 109,8 millions de dollars, dont trois émanant des entités d'exécution nationales de l'Indonésie et de la République-Unie de

⁷ Voir le document FCCC/KP/CMP/2019/4/Add.1-FCCC/PA/CMA/2019/2/Add.1, annexe, par. 42, 43 et 47.

⁸ Pour l'état d'avancement des questions liées au Fonds pour l'adaptation et à l'Accord de Paris, voir l'annexe IX.

⁹ À consulter à l'adresse : [https://www.adaptation-fund.org/document/rules-of-procedure-of-the-adaptation-fund-board-3/](https://www.adaptation-fund.org/document/rules-of-procedure-of-the-adaptation-fund-board-3). Pour les dispositions relatives aux élections, voir les paragraphes 2(c à d) et 3 à 9 ; sur le quorum, voir le paragraphe 23.

¹⁰ À consulter à l'adresse : <https://www.adaptation-fund.org/document/medium-term-strategy-2018-2022/>.

Tanzanie (deux propositions), pour un montant de trois millions de dollars. Une proposition de projet national soumise par une entité d'exécution régionale, d'un montant de 9,9 millions de dollars, a été approuvée pour Sainte-Lucie. Enfin, 12 propositions de projets nationaux soumises par des entités multilatérales d'exécution, pour un montant total de 97 millions de dollars, ont été approuvées pour le Congo, El Salvador, la Géorgie, le Lesotho, le Malawi, le Pakistan, la République démocratique populaire lao, la République de Moldova, la Sierra Leone, le Tadjikistan, la Tunisie et le Viet Nam ;

h) Cinq projets régionaux (multinationaux) ont été approuvés et dotés d'un financement de 60 millions de dollars, dont 11,5 millions pour le Bénin, le Burkina Faso et le Niger ; 14 millions de dollars pour l'Argentine et l'Uruguay ; 13,1 millions pour Djibouti, le Kenya, le Soudan et l'Ouganda ; 7,4 millions pour le Chili, la Colombie et le Pérou ; et 13,9 millions pour les Comores, Madagascar, le Malawi et le Mozambique. En outre, rappelant la décision qu'il avait prise d'allouer jusqu'à 60 millions de dollars à des propositions de projets et programmes régionaux pour l'exercice budgétaire 2020 (du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020)¹¹, le Conseil a pris note, pendant la période intersessions entre la première et la deuxième partie de sa trente-cinquième réunion, des recommandations du Comité d'examen des programmes et projets, à savoir approuver un projet régional supplémentaire pour un montant de 6,5 millions de dollars, dont le financement ne pouvait être assuré par les réserves provisoires, et a décidé de placer ce projet sur une liste d'attente afin de le soumettre à approbation entre les sessions sous réserve de la disponibilité des fonds ;

i) Les activités menées dans le cadre de la stratégie à moyen terme se sont poursuivies, avec les deuxième et troisième cycles d'examen des guichets de financement pour l'innovation, l'apprentissage et l'extension des projets et l'approbation par le Conseil des deux premières propositions de dons de faible montant pour l'innovation et de la première proposition de dons pour l'extension de projet, pour un montant total de 560 000 dollars ; le lancement de deux nouveaux programmes d'agréateurs d'entités d'exécution multilatérales pour l'innovation, d'un montant total de 10 millions de dollars, qui permettent à des entités non accréditées d'obtenir des dons de faible montant pour l'innovation par l'intermédiaire de deux entités multilatérales accréditées ; et la facilitation de la deuxième réunion du Comité des praticiens des entités à accès direct, qui s'est tenue avec la participation du Fonds vert pour le climat (FVC). Cependant, certaines des activités relatives au développement de la capacité d'accès direct et au renforcement des capacités qui avaient été prévues ont dû être reportées en raison de la pandémie de COVID-19 ;

j) Le montant des dons pour la stratégie à moyen terme approuvés se chiffrait à 10 560 250 dollars, dont 461 250 de dons de faible montant pour l'innovation, 10 000 000 pour les agréateurs d'entités d'exécution multilatérales pour l'innovation et 99 000 pour l'extension de projets ;

k) Le montant des dons pour le développement de la capacité d'accès direct approuvés se chiffrait à 175 000 dollars, dont 100 000 dollars au titre de la coopération Sud-Sud et 75 000 dollars au titre de l'assistance technique à la mise en œuvre de la politique relative aux garanties environnementales et sociales et de la politique relative aux questions de genre (voir le tableau IV.6 pour une vue d'ensemble des décisions relatives aux dons pour le développement de la capacité d'accès direct) ;

l) Les décaissements cumulés pour les 107 projets approuvés depuis le fonctionnement du Fonds ont atteint 411,8 millions de dollars, dont 62,9 ont été décaissés pendant la période considérée. Au total, 59 projets étaient en cours d'exécution, parmi lesquels cinq venaient d'être lancés et un autre s'achevait ;

m) Compte tenu des nombreux obstacles auxquels se sont heurtées les activités du Fonds du fait de la pandémie de COVID-19, notamment pour ce qui est de la mise en œuvre des projets, de l'adoption de nouveaux programmes et de l'organisation de réunions du Conseil en présentiel, des mesures volontaristes ont été prises pour aider les Parties et les

¹¹ Décision B.33/12 du Conseil du Fonds pour l'adaptation. Disponible à l'adresse : <https://www.adaptation-fund.org/documents-publications/>.

entités d'exécution à atténuer les effets de la pandémie et à réduire au maximum les problèmes que celle-ci avait causés ;

n) Au 30 juin 2020, 167,2 millions de dollars étaient disponibles pour de nouvelles approbations de financement ;

o) Les besoins de financement et les demandes adressées au Fonds ont continué d'augmenter la valeur des projets et des programmes en préparation qui ont été soumis mais n'ont pas été approuvés, atteignant environ 286 millions de dollars (au 30 juin 2020), ce qui traduit une tendance à la hausse par rapport aux années précédentes ;

p) Un travail de communication a été entrepris à l'intention des partenaires du Fonds et des acteurs du financement de l'action climatique au sens large, avec des messages ciblés mettant en avant le caractère unique et précurseur du Fonds, la mise en œuvre de la stratégie à moyen terme, les mesures prises face à l'épidémie de COVID-19 et le rôle du Fonds dans le renforcement de la résilience de manière plus générale ;

q) Au titre du cadre de gestion des connaissances du Fonds, une formation gratuite a été lancée en ligne en anglais, en espagnol et en français, sur le déblocage du financement de l'adaptation et l'accès au Fonds, et le Fonds a participé aux pistes d'action locales de la Commission mondiale sur l'adaptation ;

r) Le Conseil a examiné les questions liées à l'Accord de Paris¹² ;

s) L'établissement de liens entre le Fonds et d'autres organes relevant de la Convention, dont le Comité de l'adaptation, le Centre-Réseau des technologies climatiques, le FVC, le FEM, le Comité de Paris sur le renforcement des capacités et le Comité permanent du financement, a été encouragé. Le Conseil a eu des discussions sur les liens entre le Fonds et le FVC, notamment s'agissant d'un cadre pour promouvoir l'extension des projets financés ;

t) Le Conseil a pris un certain nombre de décisions concernant l'approbation et la mise en œuvre des projets, notamment afin de rationaliser le processus d'examen des projets et programmes et de mettre à jour la politique relative aux retards dans leur exécution ;

u) L'examen d'ensemble de l'application de la politique relative aux questions de genre et du Plan d'action pour l'égalité des sexes¹³ du Fonds a été effectué, le processus de mise à jour de ces documents a été lancé et une étude de cas sur le genre a été publiée¹⁴ ;

v) Le Conseil a examiné les possibilités de renforcer la participation de la société civile à ses travaux ;

w) Au cours de sa première année de fonctionnement, le Groupe technique de référence pour les questions d'évaluation (TERG) du Fonds a mené des activités préparatoires à l'élaboration et à l'approbation de sa stratégie et de son programme de travail pluriannuels, ainsi que du budget biennal correspondant, conformément à son mandat et à ses trois fonctions d'évaluation, de conseil et de contrôle.

¹² Conformément au paragraphe 6 de la décision 1/CMP.14.

¹³ Le document final est disponible à l'adresse : <https://www.adaptation-fund.org/document/assessment-report-on-progress-in-the-implementation-of-the-adaptation-funds-gender-policy-and-gender-action-plan/>.

¹⁴ Fonds pour l'adaptation. 2020. *Assessing Progress: Integrating Gender in Adaptation Fund Projects and Programmes*. Washington, D.C. : Fonds d'adaptation. Disponible à l'adresse : <https://www.adaptation-fund.org/document/assessing-progress-integrating-gender-in-adaptation-fund-projects-and-programmes>. Ce document donne une vue d'ensemble des projets relatifs aux questions de genre financés par le Fonds pour l'adaptation, en présentant notamment des études de cas tirées des dossiers du Fonds, afin de permettre aux entités d'exécution de mieux comprendre ces questions et de produire et partager des connaissances sur les bonnes pratiques et les moyens de promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans les projets financés par l'AF, ce qui permettra d'améliorer les retombées des projets.

III. Activités menées pendant la période considérée

8. Le Conseil a tenu une réunion en présentiel à Bonn et a organisé une réunion à distance sur les procédures par l’intermédiaire d’un système de conférence en ligne, en raison de la pandémie de COVID-19. Les ordres du jour annotés (y compris la documentation de fond sur les points de l’ordre du jour) et les rapports détaillés des réunions sont disponibles sur le site Web du Fonds¹⁵.

A. Élection du (de la) Président(e) et du (de la) Vice-Président(e) du Conseil du Fonds pour l’adaptation

9. Pendant la première partie de sa trente-cinquième réunion, le Conseil a élu par consensus¹⁶ Ibila Djibril (Bénin, États d’Afrique) à sa présidence et Mattias Broman (Suède, Parties visées à l’annexe I) à sa vice-présidence.

B. Composition du Conseil du Fonds pour l’adaptation

10. Un certain nombre de membres et de membres suppléants du Conseil ont été remplacés après leur élection à la quinzième session de la CMP. Un poste de membre suppléant représentant les États d’Europe occidentale et autres États n’avait pas été pourvu à la fin de la période considérée.

11. Le report de la vingt-sixième session de la COP pourrait avoir une incidence sur les élections, la composition et le quorum du Conseil en 2021 en l’absence de mesures prises avant la réunion que celui-ci devrait tenir en mars 2021 pour régler le problème lié au fait que le règlement intérieur du Conseil ne comporte aucune disposition permettant aux membres et aux membres suppléants de rester en fonction jusqu’à ce que leurs successeurs aient été élus.

12. Une liste complète des membres et membres suppléants du Conseil figure à l’annexe I.

C. Réunions du Conseil du Fonds pour l’adaptation en 2020

13. Le Conseil a adopté un calendrier de réunions pour 2020 (voir le tableau ci-après). Sa trente-cinquième réunion, qui devait initialement se tenir en présentiel les 2 et 3 avril 2020 à Bonn, a été annulée en raison de la pandémie de COVID-19 et remplacée par une réunion virtuelle en deux parties¹⁷. La première partie, consacrée aux questions de procédure, s’est tenue sous forme virtuelle et a abordé la question de la transition des membres du Bureau, notamment des président(e)s et vice-président(e)s du Conseil, du Comité de l’éthique et des finances et du Comité d’examen des programmes et projets. La deuxième partie de la réunion, initialement prévue les 25 et 26 juin à Bonn, a elle aussi été reportée et s’est tenue en ligne en octobre en raison de la poursuite de la pandémie. Les questions urgentes inscrites à l’ordre du jour du Comité de l’éthique et des finances et du Comité d’examen des programmes et projets ont été examinées par le Conseil pendant la période intersessions entre la première partie et la seconde partie de sa trente-cinquième réunion, et des décisions ont été prises.

¹⁵ <http://www.adaptation-fund.org>.

¹⁶ Conformément au paragraphe 13 de la décision 1/CMP.3.

¹⁷ Conformément au paragraphe 18 du règlement intérieur du Conseil du Fonds pour l’adaptation, les deux parties de la réunion sont considérées comme s’étant tenues au siège du secrétariat de la Convention-cadre sur les changements climatiques à Bonn.

Réunions du Conseil du Fonds pour l'adaptation en 2020

<i>Réunion et dates</i>	<i>Lieu</i>
Première partie de la trente-cinquième réunion, 2 avril (sous forme virtuelle)	Bonn ^a
Deuxième partie de la trente-cinquième réunion, 15 et 16 octobre (sous forme virtuelle)	Bonn ^a

^a Conformément au paragraphe 18 du règlement intérieur du Conseil.

D. Ressources du fonds d'affectation spéciale du Fonds pour l'adaptation

14. Au 30 juin 2020, l'administrateur avait vendu 28,9 millions d'URCE du Fonds au prix moyen de 7,08 dollars l'unité, ce qui avait rapporté 204,7 millions de dollars. Le produit de la monétisation des URCE s'est chiffré à 3,3 millions de dollars pour la période considérée. Au 30 juin 2020, il restait 11,5 millions d'URCE à vendre, conformément aux directives sur le programme de monétisation des URCE adoptées par le Conseil¹⁸. À ce jour, le montant total transféré aux entités d'exécution par l'administrateur sur ordre du Conseil s'établit à 413,1 millions de dollars.

15. Au 30 juin 2020, 167,2 millions de dollars étaient disponibles pour de nouvelles approbations de financement.

E. Plan de travail du Conseil du Fonds pour l'adaptation

16. Au cours de la période intersessions entre la première et la deuxième partie de sa trente-cinquième réunion, le Conseil a adopté son plan de travail pour l'exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021¹⁹.

F. Budget du Conseil du Fonds pour l'adaptation, du secrétariat et de l'administrateur

17. Au cours de la période intersessions entre la première et la deuxième partie de sa trente-cinquième réunion, le Conseil a examiné et approuvé l'allocation de ressources à l'appui de ses activités et de celles de son secrétariat et de l'administrateur jusqu'au 30 juin 2021 (voir l'annexe II)²⁰. Le montant estimatif des dépenses d'administration du Conseil, du secrétariat, de la fonction d'évaluation et de l'administrateur approuvées pour l'exercice budgétaire 2021 s'élevait à 7 438 715 dollars au 30 juin 2020, soit une hausse de 10,6 % par rapport au montant approuvé pour l'exercice précédent. Le budget approuvé permet de financer l'exécution d'une série d'activités dans le cadre de la stratégie à moyen terme ainsi que la fonction d'évaluation du Fonds, qui a été lancée pendant la période considérée. En outre, le Conseil a approuvé le budget glissant de 1 187 071 dollars de sa fonction d'évaluation (le TERG et son secrétariat) pour l'exercice budgétaire 2022 allant du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2022.

G. Accréditation des entités d'exécution

18. Le Groupe d'experts de l'accréditation s'est réuni deux fois au cours de la période considérée. Le Conseil a élu Eleonora Cogo (Italie, États d'Europe occidentale et autres États) à la présidence et Evans Njewa (Malawi, parties non visées à l'annexe I) à la

¹⁸ À consulter à l'adresse : <https://www.adaptation-fund.org/document/cer-monetization-program-guidelines-updated-march-2012/>.

¹⁹ Voir décision B.33/49 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

²⁰ Voir décision B.33/50 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

vice-présidence. Ces deux membres du Conseil constituent, avec quatre experts indépendants, le Groupe d'experts de l'accréditation.

19. Le Conseil a examiné les recommandations du Groupe d'experts et approuvé l'accréditation de trois nouvelles entités d'exécution nationales, à savoir l'Agence de gestion de l'environnement du Zimbabwe, le Ministère des finances et du développement économique des Tuvalu et le Fonds interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricoles de Côte d'Ivoire, ainsi que d'une entité d'exécution multilatérale, à savoir l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). À la fin de la période considérée, il y avait 32 entités d'exécution nationales, six entités régionales et 13 entités multilatérales, dont neuf entités nationales dans les PMA et sept dans les PEID. Au 30 juin 2020, 11 entités nationales candidates de PMA et sept entités nationales candidates de PEID avaient présenté une demande d'accréditation. Sur les 51 entités d'exécution accréditées au 30 juin 2020, 25 (12 entités nationales, trois entités régionales et 10 entités multilatérales) avaient été réaccréditées. Une liste des entités d'exécution accréditées figure à l'annexe III.

20. La question de l'incidence de l'expiration de l'accréditation des entités d'exécution sur l'exécution des projets et l'accord juridique type du Fonds a été examinée à la trente-quatrième réunion du Conseil les 10 et 11 octobre 2019, et un processus de réacrédition révisé^{21,22} ainsi qu'un accord juridique type révisé²³ ont été approuvés.

H. Comités du Conseil du Fonds pour l'adaptation

21. Le Comité de l'éthique et des finances et le Comité d'examen des programmes et projets, créés par le Conseil en 2009, se sont réunis une fois pendant la période considérée, deux jours avant la trente-quatrième réunion du Conseil. Sylviane Bilgischer (Belgique, Parties visées à l'annexe I) a été élue Présidente du Comité de l'éthique et des finances et Mohamed Zmerli (Tunisie, Parties non visées à l'annexe I) Vice-Président. Lucas di Pietro Paolo (Argentine, Parties non visées à l'annexe I) a été élu Président du Comité d'examen des programmes et projets et Susana Castro-Acuña Baixauli (Espagne, États d'Europe occidentale et autres États) Vice-Présidente. Les comités ont également travaillé sous forme virtuelle entre les sessions et ont fait des recommandations au Conseil.

22. Le Comité de l'éthique et des finances a examiné les questions suivantes et a formulé des recommandations à leur propos : le rapport annuel sur les résultats du Fonds pour l'exercice budgétaire 2019 ; la révision de l'outil de suivi des résultats et la mise à jour des orientations sur l'outil révisé ; l'analyse des retards dans le lancement de projets ; l'évaluation des normes d'accréditation du FVC, y compris une analyse des lacunes ; le plan de travail et le budget d'administration du Conseil, du secrétariat, de la fonction d'évaluation et de l'administrateur pour l'exercice budgétaire 2021.

23. À la fin de la période considérée, le Comité d'examen des programmes et projets avait passé en revue, pendant une réunion et deux périodes d'examen intersessions, 11 ébauches et 33 propositions complètes concernant des projets nationaux, soit 29 propositions de projets distincts. Il avait aussi examiné quatre ébauches préliminaires, deux ébauches et six propositions complètes concernant des projets et programmes régionaux multinationaux, soit 12 propositions de projets et programmes distincts.

24. Le Comité d'examen des programmes et projets a examiné et communiqué au Conseil les résultats de ses délibérations concernant le programme sur l'innovation du Fonds. Le Conseil a approuvé deux dons de faible montant pour l'innovation au moyen de l'accès direct et de deux programmes d'agrégateurs d'entités d'exécution multilatérales, mis en œuvre par le PNUD et le PNUE, et a décidé d'adopter à titre pilote un ordre du jour simplifié des réunions du Comité en ce qui concerne les projets et les programmes. Suite au débat du Comité suscité par l'augmentation rapide et importante du volume global des propositions

²¹ Décision B.34/3 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

²² À consulter à l'adresse : <https://www.adaptation-fund.org/document/re-accreditation-process/>.

²³ À consulter à l'adresse : <https://www.adaptation-fund.org/generic/legal-agreement-between-af-board-and-implementing-entity-amended-in-october-2014/>.

soumises au Fonds, et au document établi par son secrétariat²⁴, le Conseil a décidé d'approuver une procédure simplifiée d'examen des propositions de projets et de programmes par le Comité pendant ses réunions²⁵.

I. Décisions de financement relatives à des projets et programmes d'adaptation

25. Pendant les réunions tenues au cours de la période considérée, le Conseil a approuvé 16 propositions nationales de financement d'un montant total de 109,8 millions de dollars et cinq propositions multinationales régionales de financement pour un montant total de 60 millions de dollars (voir l'annexe IV). En outre, un projet régional de financement dont le montant s'élevait à 6,5 millions de dollars, dont le financement ne pouvait être assuré dans l'immédiat par les réserves provisoires prévues par le Conseil à sa trente-troisième réunion pour les projets et programmes²⁶, a été placé sur une liste d'attente, afin de le soumettre à approbation lorsque les ressources seraient disponibles²⁷.

26. Au cours de la période considérée, des propositions nationales ont été approuvées ou recommandées pour approbation en vue d'un financement concernant les pays suivants : Congo, El Salvador, Géorgie, Indonésie, Lesotho, Malawi, Pakistan, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République-Unie de Tanzanie, Sainte-Lucie, Sierra Leone, Tadjikistan, Tunisie et Viet Nam. Les propositions régionales qui ont été approuvées ou recommandées pour approbation en vue d'un financement dans le cadre du guichet de financement des projets et programmes régionaux au cours de la période considérée concernaient les pays suivants : Argentine, Bénin, Burkina Faso, Chili, Colombie, Comores, Djibouti, Ghana, Kenya, Madagascar, Malawi, Mozambique, Niger, Ouganda, Pérou, Soudan et Uruguay. La proposition régionale qui a été placée sur une liste d'attente pendant la période considérée et qui sera approuvée lorsque les ressources seront disponibles concerne le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan.

27. Pendant les réunions qu'il a tenues au cours de la période considérée, le Conseil a approuvé neuf ébauches de projets nationaux pour le Belize, la Gambie, l'Indonésie (quatre ébauches), la Namibie, la République-Unie de Tanzanie et le Viet Nam, représentant un montant total de 30,3 millions de dollars, et a approuvé six dons pour la formulation de projets et deux dons pour l'aide à la formulation de projets soumis par les entités nationales, pour un total de 219 830 dollars.

28. Dans le cadre du guichet de financement des projets et programmes régionaux, le Conseil a approuvé une ébauche de projet d'un montant total de 4,8 millions de dollars pour un projet régional mené au Cambodge, au Myanmar, en République démocratique populaire lao, en Thaïlande et au Viet Nam. Il a aussi approuvé quatre ébauches préliminaires de projets régionaux pour un montant total de 53,7 millions de dollars pour des projets menés dans les pays suivants : Angola et Namibie ; Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Libéria, Mali, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone et Togo ; Antigua-et-Barbuda, Dominique et Sainte-Lucie ; Azerbaïdjan et République islamique d'Iran. Le Conseil a également approuvé un don d'un montant de 160 000 dollars pour la formulation de projets dont l'ébauche préliminaire ou l'ébauche avait été approuvée. Parmi les propositions complètes et les ébauches et ébauches préliminaires approuvées figurent des projets relatifs à la réduction des risques de catastrophe, à la sécurité alimentaire, à la foresterie, à l'aménagement urbain, à la gestion de l'eau, à la gestion des zones côtières, au développement rural et à l'agriculture (voir les figures IV.1 à IV.3).

²⁴ Document AFB/B.34/10 du Fonds pour l'adaptation.

²⁵ Décision B.34/50 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

²⁶ Décision B.33/12 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

²⁷ Décision B.35.a-35.b/25 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

29. À sa onzième session, la CMP a demandé au Conseil de lui fournir dans ses rapports des renseignements supplémentaires sur la situation du portefeuille du Fonds, notamment des projets à différents stades d'avancement²⁸. Les renseignements demandés figurent à l'annexe V.

30. Comme l'ont suggéré et demandé les organisations de la société civile et les organisations non gouvernementales (ONG) ayant le statut d'observateur, toutes les propositions de projet ou de programme sont publiées, dès leur réception, sur le site Web du Fonds et les acteurs intéressés ont la possibilité de formuler des observations en ligne. Les observations concernant les propositions soumises au Conseil peuvent être adressées au secrétariat²⁹ par message électronique, sont consultables sur la page du projet correspondant sur le site Web, et sont consignées dans le descriptif de projet correspondant adressé au Comité d'examen des programmes et projets.

J. Stratégie à moyen terme

31. La stratégie à moyen terme a été approuvée par le Conseil à sa trentième réunion en octobre 2017. Elle s'appuie sur le mandat actuel du Fonds, et sur une analyse de ses principaux avantages et de la façon dont celui-ci peut aider à atteindre les objectifs découlant du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Accord de Paris. La stratégie définit trois axes principaux d'appui aux pays en développement vulnérables : action, innovation et apprentissage et partage. Elle préconise d'accélérer les mesures d'adaptation dans les pays en développement et d'en améliorer la qualité, et d'apporter un appui aux projets et programmes impulsés par les pays, à l'innovation, à l'apprentissage et au partage à tous les niveaux à l'échelle mondiale pour une adaptation efficace. Conformément à la stratégie, toutes les activités doivent être conçues de façon à respecter l'égalité des sexes et à bénéficier aux plus vulnérables. Si le Fonds soutient l'innovation et l'apprentissage depuis son origine, la stratégie envisage un financement ciblé pour ces activités, notamment un appui à la généralisation à d'autres pays ou régions des pratiques et des technologies d'adaptation innovantes qui ont fait leurs preuves.

32. Dans le plan approuvé par le Conseil à sa trente et unième réunion, le secrétariat du Conseil a été prié de faciliter la mise en œuvre de la stratégie et d'établir, pour chaque nouveau type proposé de don et de guichet de financement, un document précisant les objectifs, les critères d'examen, le montant des dons attendus, les modalités d'exécution, le processus d'examen et d'autres caractéristiques pertinentes, pour examen par le Conseil³⁰. Au cours de la période considérée, le secrétariat du Conseil a continué de faciliter la mise en œuvre de la stratégie. À sa trente-quatrième réunion, le Conseil a examiné six propositions de dons de faible montant, dont trois propositions d'innovation, une proposition d'apprentissage et deux propositions d'extension, chacune ciblant les entités d'exécution nationales. Pour faire suite aux recommandations du Comité d'examen des programmes et projets, le Conseil a approuvé les deux premières propositions de dons de faible montant pour l'innovation et la première proposition d'extension.

33. Dans le cadre du guichet de financement pour l'innovation, le Conseil a approuvé deux propositions détaillées de programme soumises par le PNUD et le PNUE, pour un montant de cinq millions de dollars chacune, qui visent à créer et à faire fonctionner deux agrégateurs d'entités d'exécution multilatérales pour des dons de faible montant pour l'innovation destinés à des entités non accréditées. Les deux programmes agrégateurs d'entités multilatérales ont été lancés à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques tenue à Madrid, et ont ouvert des possibilités de financement spéciales à l'appui de l'innovation pour l'adaptation dans des pays en développement non encore pourvus d'entités d'exécution nationales, ainsi que dans le secteur privé. Les décisions de financement approuvées pour des dons effectués dans le cadre de la stratégie s'élevaient à 10 560 250 dollars, dont 10 000 000 sous forme de dons aux agrégateurs d'entités

²⁸ Décision 1/CMP.11, par. 11.

²⁹ Voir <https://www.adaptation-fund.org/contact/>.

³⁰ Décision B.31/32 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

d'exécution multilatérales pour l'innovation, 461 250 dollars de dons de faible montant pour l'innovation et 99 000 dollars de dons destinés à l'extension des projets.

34. En outre, le secrétariat du Conseil a entrepris l'examen, sur le plan technique, de trois nouvelles propositions de dons de faible montant pour l'innovation et d'une proposition de dons pour l'apprentissage soumises au Conseil pour examen à sa trente-cinquième réunion, qui n'ont pas pu être examinées pendant la période considérée en raison du report de la deuxième partie de sa trente-cinquième réunion et de la décision antérieure du Conseil selon laquelle ces propositions ne seraient examinées que pendant les réunions ordinaires du Conseil³¹.

K. Suivi du portefeuille

35. Au cours de la période considérée, 59 projets étaient en cours d'exécution, parmi lesquels cinq venaient d'être lancés et un autre s'achevait. À la fin de la période faisant l'objet du présent rapport, 411,8 millions de dollars au total avaient été débloqués pour les 107 projets approuvés depuis la mise en place du Fonds, dont 62,9 l'avaient été au cours de la période considérée. Le volume le plus important de fonds approuvés jusque-là sous forme de dons concerne l'Afrique, avec 37 projets représentant 295,3 millions de dollars de dons (40,4 %), suivie par l'Amérique latine et les Caraïbes, avec 27 projets pour un montant total de 215,8 millions de dollars (29,6 %), la région Asie et Pacifique, avec 35 projets pour un montant total de 189,6 millions de dollars (25,9 %), et l'Europe orientale, avec six projets et un financement approuvé s'élevant à 29,8 millions de dollars (4,1 %). Deux programmes d'un montant total de 10 millions de dollars (les programmes d'agréateurs d'entités d'exécution multilatérales pour l'innovation gérés par le PNUD et le PNUE) fonctionnent à l'échelle mondiale.

36. La plus grande partie des dons a été consacrée à des projets d'adaptation dans le domaine de la réduction des risques de catastrophe, pour un montant approuvé de 140,6 millions de dollars (19,2 %), suivis de près par la sécurité alimentaire, pour un montant de 115,1 millions de dollars (15,8 %), et l'agriculture, pour un montant de 96,5 millions de dollars (13,2 %) (voir la figure IV.3). Le dixième rapport annuel sur les résultats du Fonds, couvrant la période du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020, sera examiné par le Conseil à sa trente-sixième réunion.

37. Le Fonds suit la répartition par résultats du financement total en fonction de son Cadre stratégique de résultats. Le volume le plus important de fonds a été destiné au résultat 4 du cadre stratégique : « capacité d'adaptation accrue dans les secteurs pertinents en rapport avec le développement et les ressources naturelles » (147,9 millions de dollars, 26,4 %) ainsi qu'au résultat 5 : « renforcement de la résilience des écosystèmes au stress induit par les changements climatiques et la variabilité du climat » (94,7 millions de dollars, soit 17 %).

L. Mesures prises face à la maladie à coronavirus 2019

38. L'apparition de la pandémie de COVID-19 fin 2019 a causé de nombreux problèmes qui étaient difficiles à anticiper et qui ont perturbé le fonctionnement normal du Fonds, notamment s'agissant de la mise en œuvre des projets, de l'adoption de nouveaux programmes et de l'organisation des réunions en présentiel du Conseil et de ses Comités.

39. Compte tenu des restrictions imposées par les pays pour limiter la propagation de la COVID-19, et afin de continuer de fournir un appui aux pays en développement malgré les problèmes entraînés par l'épidémie, le Conseil a pris des décisions extraordinaires pour organiser ses travaux et les mener sous forme virtuelle ainsi que pendant la période intersessions. Dans ce cadre, les travaux suivants du Conseil et de ses Comités ont été menés sous forme virtuelle de mars à juin 2020 :

- a) La première partie de la trente-cinquième réunion du Conseil, qui s'est tenue sous forme virtuelle le 2 avril 2020, et au cours de laquelle ont été examinées les questions

³¹ Décision B.34/41 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

relatives à la transition entre membres et membres suppléants entrants et sortants du Conseil pour le prochain mandat, y compris les présidents et vice-présidents du Conseil, du Comité de l'éthique et des finances et du Comité d'examen des programmes et projets ;

b) L'examen des propositions de projets et de programmes au cours du cycle d'examen intersessions du Conseil, entre la première et la deuxième partie de sa trente-cinquième réunion, et l'approbation de six nouveaux projets pour un montant total de 31 millions de dollars, parmi lesquels deux projets ayant un accès direct au financement, deux projets de Parties financées pour la première fois (Tunisie et Viet Nam) et le premier projet régional en Asie centrale ;

c) L'approbation par le Conseil de son budget d'administration, de celui de son secrétariat et de celui de l'administrateur pour l'exercice 2021, ainsi que du budget du TERG pour l'exercice 2021-2022, du plan de travail du secrétariat du Conseil ainsi que de la stratégie et du programme de travail du TERG, au cours d'un processus intersessions distinct, mené sous forme virtuelle, qui s'est achevé le 4 juin 2020 ;

d) L'organisation d'une réunion virtuelle de l'équipe spéciale chargée de la mobilisation des ressources du Conseil le 17 juin 2020.

40. Dans le cadre de sa procédure type d'approbation en continu de mesures relatives aux projets ou programmes (telles que les changements importants ou les demandes de prolongation de délais), le Conseil a approuvé, au cours de la période intersessions entre ses trente-quatrième et trente-cinquième réunions, 14 reports de la date d'achèvement de projets, ce qui a permis aux pays et aux entités de disposer de plus de temps pourachever les activités des projets, et deux demandes de changements importants apportés à des projets.

41. Afin de mieux comprendre les incidences de la COVID-19 sur son portefeuille et de continuer à soutenir les pays en développement face aux difficultés qui en découlent, le secrétariat du Conseil a mené une enquête auprès de toutes les entités d'exécution en juin 2020. Les résultats de cette enquête étaient encore en cours d'analyse au moment de l'élaboration du présent rapport mais, d'après un premier examen des réponses, 78 % des entités ayant répondu estimaient que la COVID-19 devrait avoir un impact modéré à élevé sur le portefeuille et 80 % d'entre elles s'attendaient à être confrontées à des problèmes importants de mise en œuvre dans les mois à venir.

42. Le secrétariat du Conseil a pris des mesures volontaristes pour aider les pays et les entités d'exécution à atténuer les effets de la pandémie et à réduire au maximum les problèmes causés, notamment en adoptant les mesures suivantes :

a) En publiant en mars 2020 sur le site Web du Fonds un message encourageant toutes les entités d'exécution à examiner les possibilités de gestion évolutive prévues dans les politiques et directives opérationnelles du Fonds³² afin d'atténuer par anticipation tout bouleversement dans la mise en œuvre du projet ;

b) En conseillant aux Parties et aux entités d'envisager de demander des reports de la date d'achèvement des projets et de notifier les retards de démarrage des projets au-delà du délai standard de six mois fixé par le Conseil ;

c) En permettant aux entités d'exécution de mettre en œuvre certaines activités de projet sous forme virtuelle, dans la mesure du possible, notamment les réunions de lancement, les activités de supervision et les consultations des partenaires.

43. Malgré les difficultés liées à la pandémie, le réseau des entités d'exécution du Fonds s'est développé, l'accréditation de deux nouvelles entités, à savoir une nouvelle entité d'exécution nationale en Côte d'Ivoire (le Fonds interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricoles) et une entité d'exécution multilatérale (la FAO), ayant été approuvée par le Conseil en avril et juin 2020 respectivement, dans le cadre des décisions intersessions, ce qui porte le nombre total d'entités d'exécution à 51. La FAO est la première entité accréditée

³² À consulter à l'adresse : <https://www.adaptation-fund.org/document/operational-policies-guidelines-parties-access-resources-adaptation-fund/>.

dans le cadre de la procédure d'accréditation accélérée du Fonds. Entre mars et juin 2020, deux entités d'exécution ont été réaccréditées.

44. Les projets que le Fonds a menés sur le terrain ont aidé les communautés à renforcer leur résilience dans d'autres domaines que l'adaptation aux changements climatiques. Par exemple, un projet mis en œuvre par le PNUD à Sri Lanka a permis de remédier à une pénurie d'équipements médicaux de protection individuelle dans les hôpitaux du pays due à la pandémie, en créant une usine de confection consacrée à la fabrication de vêtements de protection ; et un projet mis en œuvre par la Banque nationale pour l'agriculture et le développement rural de l'Inde a contribué à la production de milliers de masques de protection par des organisations dirigées par des femmes afin de répondre aux besoins de la collectivité dans le contexte de la pandémie.

45. Dans la mesure où les risques liés à la COVID-19 et aux effets de celle-ci touchent les communautés vulnérables aux changements climatiques et compromettent la mise en œuvre des projets, on observe une demande croissante d'apprentissage et de partage, d'innovation et de généralisation des solutions efficaces pour accroître la résilience dans le cadre du Fonds, ce qui rend la stratégie à moyen terme encore plus pertinente.

Annexe I

Membres et membres suppléants du Fonds pour l'adaptation au 30 juin 2020

[Anglais seulement]

<i>Term of office^a</i>	<i>Position</i>	<i>Name</i>	<i>Party</i>	<i>Constituency</i>
March 2019–March 2021 (elected at CMP 14) ^b	Member	Ibila Djibril	Benin	African States
	Alternate	Mohamed Zmerli	Tunisia	African States
	Member	Albara Tawfiq	Saudi Arabia	Asia-Pacific States
	Alternate	Ahmed Waheed	Maldives	Asia-Pacific States
	Member	Umayra Tagiyeva	Azerbaijan	Eastern European States
	Alternate	Monika Antosik	Poland	Eastern European States
	Member	Victor Viñas	Dominican Republic	Latin American and Caribbean States
	Alternate	Yadira Gonzales Columbié	Cuba	Latin American and Caribbean States
	Member	Eleonora Cogo	Italy	Western European and other States
	Alternate	(vacant)	—	Western European and other States
March 2020–March 2021 (elected at CMP 15)	Member	Nilesh Prakash	Fiji	SIDS
	Alternate	Paul Phillip	Grenada	SIDS
	Member	Mattias Broman	Sweden	Annex I Parties
	Alternate	Marc-Antoine Martin	France	Annex I Parties
	Member	Lucas di Pietro Paolo	Argentina	Non-Annex I Parties
	Alternate	Evans Njewa	Malawi	Non-Annex I Parties
	Member	Patience Damptey	Ghana	African States
	Alternate	Fatou Ndeye Gaye	Gambia	African States
	Member	Jong Hun Lee	Republic of Korea	Asia-Pacific States
	Alternate	Sheyda Nematollahi Sarvestani	Iran (Islamic Republic of)	Asia-Pacific States
	Member	Ala Druta	Republic of Moldova	Eastern European States
	Alternate	Aram Ter-Zakaryan	Armenia	Eastern European States
	Member	Margarita Caso Chavez	Mexico	Latin American and Caribbean States
	Alternate	Mariana Kasprzyk	Uruguay	Latin American and Caribbean States
	Member	Claudia Keller	Germany	Western European and other States
	Alternate	Susana Castro-Acuña Baixauli	Spain	Western European and other States
	Member	Idy Niang	Senegal	LDCs

<i>Term of office^a</i>	<i>Position</i>	<i>Name</i>	<i>Party</i>	<i>Constituency</i>
	Alternate	Tshering Tashi	Bhutan	LDCs
	Member	Sylviane Bilgischer	Belgium	Annex I Parties
	Alternate	Antonia Sutter	Switzerland	Annex I Parties
	Member	Ali Waqas Malik	Pakistan	Non-Annex I Parties
	Alternate	Naima Oumoussa	Morocco	Non-Annex I Parties

^a Members and alternate members serve for a term of two years and are eligible to serve a maximum of two consecutive terms (see decision 1/CMP.3). Terms as members do not count towards terms as alternate members, and vice versa (see decision 1/CMP.4).

^b The term of office of a member or an alternate will start at the first AFB meeting in the calendar year following their election and end immediately before the first AFB meeting in the calendar year in which the term ends (see decision 4/CMP.5).

Annexe II

Budget approuvé et budget effectif pour l'exercice 2021 et budget approuvé pour l'exercice 2021 du Conseil du Fonds pour l'adaptation, du secrétariat et de l'administrateur, et budget approuvé pour les exercices 2021 et 2022 du Groupe technique de référence pour les questions d'évaluation du Fonds pour l'adaptation et de son secrétariat

[Anglais seulement]

<i>Budget item</i>	<i>Approved 2020 fiscal year (USD)</i>	<i>Actual 2020 fiscal year (USD)</i>	<i>Approved 2021 fiscal year (USD)</i>	<i>Approved 2022 fiscal year (USD)</i>
AFB and its secretariat				
Personnel	2 996 361	2 869 172	3 247 224	
Travel	415 500	309 692	492 000	
General operations	413 500	328 040	479 700	
Meetings	229 362	197 358	247 362	
Subtotal secretariat administrative services (a)	4 054 723	3 704 262	4 466 286	
Accreditation (b)	537 900	356 793	548 250	
Readiness Programme for Climate Finance (c)	654 814	347 348	652 960	
Subtotal secretariat (a) + (b) + (c)	5 247 437	4 408 403	5 667 496	
Evaluation function				
Personnel	376 843	391 793	350 929	358 772
Travel	81 000	54 678	130 779	134 702
General operations	31 000	43 317	113 320	122 080
Meetings	5 000	1 728	10 000	10 000
Evaluation	300 000	187 595	458 191	561 517
Subtotal evaluation function	793 843	679 111	1 063 219	1 187 071
Trustee				
Monetization of CERs	180 000	180 000	180 000	
Financial and programme management	225 000	229 000	227 000	
Investment management	192 150	226 000	216 000	
Accounting and reporting	40 000	40 000	40 000	
Legal services	45 000	42 000	45 000	
Subtotal trustee	682 150	717 000	708 000	
Total	6 723 430	5 804 514	7 438 715	

Annexe III

Entités d'exécution accréditées¹

[Anglais seulement]

I. National implementing entities

- Agency for Agricultural Development (ADA), Morocco
Agricultural Bank of Niger (BAGRI), Niger
Bhutan Trust Fund for Environmental Conservation (BT FEC), Bhutan
Chilean Agency for International Development Cooperation (AGCID), Chile
Ecological Monitoring Centre (CSE), Senegal
Department of Environment (DOE), Antigua and Barbuda
Desert Research Foundation of Namibia (DRFN), Namibia
Dominican Institute of Integral Development (IDDI), Dominican Republic
Environmental Management Agency (EMA), Zimbabwe
Environmental Project Implementation Unit (EPIU), Armenia
Fundecooperación for Sustainable Development, Costa Rica
General Directorate of Sectoral and Special Programs and Projects (DIPROSE), Argentina
Interprofessional Fund for Agricultural Research and Advice (FIRCA), Côte d'Ivoire
Mexican Institute of Water Technology (IMTA), Mexico
Micronesia Conservation Trust (MCT), Federated States of Micronesia
Ministry of Environment (MOE), Rwanda
Ministry of Finance and Economic Cooperation (MOFEC), Ethiopia
Ministry of Finance and Economic Development (MFED), Tuvalu
Ministry of Finance and Economic Management (MFEM), Cook Islands
Ministry of Planning and International Cooperation (MOPIC), Jordan
Ministry of Water and Environment (MOWE), Uganda
National Agency for Research and Innovation (ANII), Uruguay
National Bank for Agriculture and Rural Development (NABARD), India
National Environment Management Authority (NEMA), Kenya
National Environment Management Council (NEMC), United Republic of Tanzania
National Fund for Environment and Climate (FNEC), Benin
Natura Foundation, Panama
Partnership for Governance Reform in Indonesia (Kemitraan), Indonesia
Peruvian Trust Fund for National Parks and Protected Areas (PROFONANPE), Peru
Planning Institute of Jamaica (PIOJ), Jamaica
Protected Areas Conservation Trust (PACT), Belize

¹ Presented in alphabetical order.

South African National Biodiversity Institute (SANBI), South Africa

II. Multilateral implementing entities

African Development Bank (AfDB)
Asian Development Bank (ADB)
European Bank for Reconstruction and Development (EBRD)
Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)
Inter-American Development Bank (IDB)
International Bank for Reconstruction and Development (IBRD)
International Fund for Agricultural Development (IFAD)
United Nations Development Programme (UNDP)
United Nations Environment Programme (UNEP)
United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO)
United Nations Human Settlements Programme (UN-Habitat)
World Food Programme (WFP)
World Meteorological Organization (WMO)

III. Regional implementing entities

Caribbean Development Bank (CDB) (Latin America and the Caribbean)
Central American Bank for Economic Integration (CABEI) (Latin America and the Caribbean)
Development Bank of Latin America (CAF) (Latin America and the Caribbean)
Sahara and Sahel Observatory (OSS) (North, West and East Africa)
Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (SPREP) (Pacific)
West African Development Bank (BOAD) (West Africa)

Annexe IV

Décisions de financement relatives à des projets adoptées par le Conseil du Fonds pour l'adaptation entre le 1^{er} juillet 2019 et le 30 juin 2020

[Anglais seulement]

Table IV.1

Project-related funding decisions made during the intersessional period between the 33rd and 34th meetings of the Adaptation Fund Board

Party/Parties	IE	PPRC document number	Grant size (USD)	Execution cost (USD)	NIE funding (USD)	RIE funding (USD)	MIE funding (USD)	AFB decision	Funding set aside (USD)
1. Full proposals: single country									
NIE									
Indonesia (1)	Kemitraan	AFB/PPRC.24-25/2	835 465	68 373	835 465			Approved	835 465
Indonesia (2)	Kemitraan	AFB/PPRC.24-25/3	4 127 065	353 217	4 127 065			Not approved	0
RIE									
Saint Lucia	CDB	AFB/PPRC.24-25/4	9 858 570	855 310		9 858 570		Approved	9 858 570
MIE									
Iran (Islamic Republic of)	UNDP	AFB/PPRC.24-25/5	9 865 651	829 839			9 865 651	Not approved	0
Lao People's Democratic Republic	UN-Habitat	AFB/PPRC.24-25/6	5 500 000	481 567			5 500 000	Approved	5 500 000
Lesotho	WFP	AFB/PPRC.24-25/7	9 999 894	875 850			9 999 894	Approved	9 999 894
Sierra Leone	IFAD	AFB/PPRC.24-25/8	9 916 925	182 200			9 916 925	Approved	9 916 925
Tajikistan	UNDP	AFB/PPRC.24-25/9	9 996 441	776 000			9 996 441	Approved	9 996 441
Turkmenistan	UNDP	AFB/PPRC.24-25/10	7 000 040	559 000			7 000 040	Not approved	0
Subtotal			67 100 051	4 981 356	4 962 530	9 858 570	52 278 951		46 107 295
2. Full proposals: regional									
RIE									
Djibouti, Kenya, Sudan, Uganda	OSS	AFB/PPRC.24-25/11	13 079 540	1 045 860		13 079 540		Not approved	0
MIE									
Chile, Colombia, Peru	WMO	AFB/PPRC.24-25/12	7 432 250	650 000			7 432 250	Approved	7 432 250
Subtotal			20 511 790	1 695 860		13 079 540	7 432 250		7 432 250

<i>Party/Parties</i>	<i>IE</i>	<i>PPRC document number</i>	<i>Grant size (USD)</i>	<i>Execution cost (USD)</i>	<i>NIE funding (USD)</i>	<i>RIE funding (USD)</i>	<i>MIE funding (USD)</i>	<i>AFB decision</i>	<i>Funding set aside (USD)</i>
3. Concepts: regional									
MIE									
El Salvador, Honduras	WFP	AFB/PPRC.24-25/13	13 900 478	1 111 500			13 900 478	Not endorsed	
Subtotal			13 900 478	1 111 500			13 900 478		
4. Project formulation grants: regional concepts									
MIE									
El Salvador, Honduras	WFP	AFB/PPRC.24-25/13/ Add.1	80 000				Not approved		0
Subtotal			80 000						
Total (1+2+3+4)			101 592 319	7 788 716	4 962 530	22 938 110	73 611 679		53 539 545

Table IV.2

Project-related funding decisions related to waitlisted regional projects or programmes made at the 33rd meeting of the Adaptation Fund Board and approved during the intersessional period between its 33rd and 34th meetings

Parties	IE	PPRC document number	Grant size (USD)	NIE funding (USD)	RIE funding (USD)	MIE funding (USD)	AFB decision	Funding set aside (USD)
Full proposals: regional								
RIE								
Argentina, Uruguay	CAF	AFB/PPRC.24/33	13 999 996		13 999 996		Approved	13 999 996
Benin, Burkina Faso, Niger	OSS	AFB/PPRC.24/34	11 536 200		11 536 200		Approved	11 536 200
MIE								
Comoros, Madagascar, Malawi, Mozambique	UN-Habitat	AFB/PPRC.24/37	13 997 423			13 997 423	Approved	13 997 423
Total			39 533 619		25 536 196	13 997 423		39 533 619

Table IV.3

Project-related funding decisions made at the 34th meeting of the Adaptation Fund Board

Party/Parties	IE	PPRC document number	Grant size (USD)	NIE funding (USD)	RIE funding (USD)	MIE funding (USD)	AFB decision	Funding set aside (USD)
1. Full proposals: single country								
MIE								
Congo	WFP	AFB/PPRC.25/4	9 999 909			9 999 909	Approved	9 999 909
Georgia	IFAD	AFB/PPRC.25/5	4 644 794			4 644 794	Approved	4 644 794
El Salvador	UNDP	AFB/PPRC.25/6	8 484 503			8 484 503	Approved	8 484 503
Iran (Islamic Republic of)	UNDP	AFB/PPRC.25/7	9 865 653			9 865 653	Not approved	0
Malawi	WFP	AFB/PPRC.25/8	9 989 335			9 989 335	Approved	9 989 335
Pakistan	UN-Habitat	AFB/PPRC.25/9	6 094 000			6 094 000	Not approved	0
Republic of Moldova	IFAD	AFB/PPRC.25/10	6 008 095			6 008 095	Approved	6 008 095
Tunisia	IFAD	AFB/PPRC.25/11	9 997 190			9 997 190	Not approved	0
Turkmenistan	UNDP	AFB/PPRC.25/12	7 000 040			7 000 040	Not approved	0
Subtotal			72 083 519			72 083 519		39 126 636

<i>Party/Parties</i>	<i>IE</i>	<i>PPRC document number</i>	<i>Grant size (USD)</i>	<i>NIE funding (USD)</i>	<i>RIE funding (USD)</i>	<i>MIE funding (USD)</i>	<i>AFB decision</i>	<i>Funding set aside (USD)</i>
2. Concepts: single country								
NIE								
Indonesia (1)	Kemitraan	AFB/PPRC.25/13	801 259	801 259			Endorsed	
Indonesia (5)	Kemitraan	AFB/PPRC.25/14	759 966	710 000			Endorsed	
Belize	PACT	AFB/PPRC.25/15	4 000 000	4 000 000			Endorsed	
Indonesia (2)	Kemitraan	AFB/PPRC.25/16	1 048 636	1 048 636			Not endorsed	
Indonesia (3)	Kemitraan	AFB/PPRC.25/17	1 125 052	1 125 052			Endorsed	
Indonesia (4)	Kemitraan	AFB/PPRC.25/18	1 000 000	1 000 000			Endorsed	
Namibia	DRFN	AFB/PPRC.25/19	4 998 000	4 998 000			Endorsed	
United Republic of Tanzania	NEMC	AFB/PPRC.25/20	1 000 000	1 000 000			Endorsed	
MIE								
Gambia	WFP	AFB/PPRC.25/21	9 999 984		9 999 984		Endorsed	
Kyrgyzstan	IFAD	AFB/PPRC.25/22	9 985 526		9 985 526	Not endorsed		
Viet Nam	UN-Habitat	AFB/PPRC.25/23	6 347 190		6 347 190		Endorsed	
Subtotal				41 065 613	14 682 947	26 332 700		
3. Project formulation grants/project formulation assistance: single country								
NIE								
Project formulation grant	Belize	PACT	AFB/PPRC.25/15/Add.1	29 830	29 830		Approved	29 830
Project formulation assistance	Belize	PACT	AFB/PPRC.25/15/Add.2	20 000	20 000		Approved	20 000
Project formulation grant	Namibia	DRFN	AFB/PPRC.25/19/Add.1	30 000	30 000		Approved ^a	30 000
Project formulation assistance	Namibia	DRFN	AFB/PPRC.25/19/Add.2	20 000	20 000		Approved ^a	20 000
Project formulation grant	United Republic of Tanzania	NEMC	AFB/PPRC.25/20/Add.1	30 000	30 000		Approved	30 000
Subtotal				129 830	129 830			129 830
4. Full proposals: regional								
RIE								
Djibouti, Kenya, Sudan, Uganda	OSS	AFB/PPRC.25/24	13 079 540		13 079 540		Approved	13 079 540

<i>Party/Parties</i>	<i>IE</i>	<i>PPRC document number</i>	<i>Grant size (USD)</i>	<i>NIE funding (USD)</i>	<i>RIE funding (USD)</i>	<i>MIE funding (USD)</i>	<i>AFB decision</i>	<i>Funding set aside (USD)</i>
MIE								
Kazakhstan, Kyrgyzstan, Tajikistan, Uzbekistan	UNESCO	AFB/PPRC.25/25	6 500 000			6 500 000	Not approved	0
Armenia, Georgia	UNDP	AFB/PPRC.25/26	7 475 650			7 475 650	Not approved	0
Thailand, Viet Nam	UNEP	AFB/PPRC.25/27	7 000 000			7 000 000	Not approved	0
Subtotal			34 055 190		13 079 540	20 975 650		13 079 540

5. Concepts: regional**MIE**

Cambodia, Lao People's Democratic Republic, Myanmar, Thailand, Viet Nam	UNESCO	AFB/PPRC.25/28	4 898 775		4 898 775	Endorsed
Subtotal						

6. Project formulation grants: regional concepts**MIE**

Cambodia, Lao People's Democratic Republic, Myanmar, Thailand, Viet Nam	UNESCO	AFB/PPRC.25/28/Add.1	80 000		80 000	Approved	80 000
Subtotal							

7. Pre-concepts: regional**RIE**

Angola, Namibia	OSS	AFB/PPRC.25/29	11 878 580		11 878 580	Endorsed
Benin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambia, Ghana,	OSS	AFB/PPRC.25/30	13 955 270		13 955 270	Endorsed

<i>Party/Parties</i>	<i>IE</i>	<i>PPRC document number</i>	<i>Grant size (USD)</i>	<i>NIE funding (USD)</i>	<i>RIE funding (USD)</i>	<i>MIE funding (USD)</i>	<i>AFB decision</i>	<i>Funding set aside (USD)</i>
Guinea, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Senegal, Sierra Leone, Togo								
MIE								
Antigua and Barbuda, Dominica, Saint Lucia	UN-Habitat	AFB/PPRC.25/31	13 966 000		13 966 000		Endorsed	
Azerbaijan, Iran (Islamic Republic of)	UN-Habitat	AFB/PPRC.25/32	14 000 000		14 000 000		Endorsed	
Subtotal			53 799 850		53 799 850			
8. Project formulation grants: regional pre-concepts								
RIE								
Angola, Namibia	OSS	AFB/PPRC.25/29/Add.1	20 000		20 000		Approved	20 000
Benin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambia, Ghana, Guinea, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Senegal, Sierra Leone, Togo	OSS	AFB/PPRC.25/30/Add.1	20 000		20 000		Approved	20 000
MIE								
Antigua and Barbuda, Dominica, Saint Lucia	UN-Habitat	AFB/PPRC.25/31/Add.1	20 000		20 000		Approved	20 000
Azerbaijan, Iran (Islamic Republic of)	UN-Habitat	AFB/PPRC.25/32/Add.1	20 000		20 000		Approved	20 000
Subtotal			80 000		40 000	40 000		80 000
Total (1+2+3+4+5+6+7+8)			206 192 777	14 812 777	66 919 390	119 431 869		52 496 006

<i>Party/Parties</i>	<i>IE</i>	<i>PPRC document number</i>	<i>Grant size (USD)</i>	<i>NIE funding (USD)</i>	<i>RIE funding (USD)</i>	<i>MIE funding (USD)</i>	<i>AFB decision</i>	<i>Funding set aside (USD)</i>
9. Innovation small grants								
NIE								
Armenia	EPIU	AFB/PPRC.25/38	231 250	231 250			Approved	231 250
Chile	AGCID	AFB/PPRC.25/39	230 000	230 000			Approved	230 000
United Republic of Tanzania	NEMC	AFB/PPRC.25/40	250 000	250 000			Not approved	0
Subtotal			711 250	711 250				461 250
10. Innovation MIE aggregator grants								
MIE								
Multiregional	UNEP	AFB/PPRC.25/35	5 000 000			5 000 000	Approved	5 000 000
Multiregional	UNDP	AFB/PPRC.25/36	5 000 000			5 000 000	Approved	5 000 000
Subtotal			10 000 000			10 000 000		10 000 000
11. Project scale-up grants								
NIE								
Rwanda	Ministry of Environment	AFB/PPRC.25/42	99 000	99 000			Approved	99 000
Senegal	CSE	AFB/PPRC.25/43	99 937	99 937			Not approved	0
Subtotal			198 937	198 937				99 000
12. Learning grants								
NIE								
Senegal	CSE	AFB/PPRC.25/45	149 993	149 993			Not approved	0
Subtotal			149 993	149 993				0
Total (1+2+3+4+5+6+7+8+9 +10+11+12)			217 252 957	15 872 957	66 919 390	129 431 869		63 056 256

^a Subject to IE reaccreditation.

Table IV.4

Project-related funding decisions made during the intersessional period between the 34th and 35th meetings of the Adaptation Fund Board

<i>Party</i>	<i>IE</i>	<i>PPRC document number</i>	<i>Grant size (USD)</i>	<i>NIE funding (USD)</i>	<i>RIE funding (USD)</i>	<i>MIE funding (USD)</i>	<i>AFB decision</i>	<i>Funding set aside (USD)</i>
Project formulation grants: single country								
Indonesia (1)	Kemitraan	AFB/PPRC.25/13/Add.1	30 000	30 000			Approved	30 000
Indonesia (5)	Kemitraan	AFB/PPRC.25/14/Add.1	30 000	30 000			Approved	30 000
Indonesia (3)	Kemitraan	AFB/PPRC.25/17/Add.1	30 000	30 000			Approved	30 000
Total			90 000	90 000				90 000

Note: Recalling AFB decisions B.34/13, B.34/14 and B.34/17, by which the AFB endorsed the concept notes contained in documents AFB/PPRC.25/13, AFB/PPRC.25/14 and AFB/PPRC.25/17 as supplemented by the clarification responses provided by Kemitraan to the request made by the technical review, the AFB decided to approve the project formulation grants of USD 30,000.

Table IV.5

Project-related funding decisions made during the intersessional period between the first and second part of the 35th meeting of the Adaptation Fund Board

<i>Party/Parties</i>	<i>IE</i>	<i>PPRC document number</i>	<i>Grant size (USD)</i>	<i>NIE funding (USD)</i>	<i>RIE funding (USD)</i>	<i>MIE funding (USD)</i>	<i>AFB decision</i>	<i>Funding set aside (USD)</i>
1. Full proposals: single country								
NIE								
Indonesia (1)	Kemitraan	AFB/PPRC.26.a-26.b/2	963 455	963 455			Not approved	0
Indonesia (2)	Kemitraan	AFB/PPRC.26.a-26.b/3	1 125 015	1 125 015			Not approved	0
Indonesia (3)	Kemitraan	AFB/PPRC.26.a-26.b/4	710 000	710 000			Not approved	0
Indonesia (4)	Kemitraan	AFB/PPRC.26.a-26.b/5	5 972 670	5 972 670			Not approved	0
United Republic of Tanzania (1)	NEMC	AFB/PPRC.26.a-26.b/6	1 400 000	1 400 000			Not approved	0
United Republic of Tanzania (2)	NEMC	AFB/PPRC.26.a-26.b/7	1 200 000	1 200 000			Approved	1 200 000
United Republic of Tanzania (3)	NEMC	AFB/PPRC.26.a-26.b/8	1 280 000	1 280 000			Not approved	0
United Republic of Tanzania (4)	NEMC	AFB/PPRC.26.a-26.b/9	1 000 000	1 000 000			Approved	1 000 000
RIE								
Kiribati	SPREP	AFB/PPRC.26.a-26.b/10	9 974 655		9 974 655		Not approved	0
MIE								
Cambodia	UN-Habitat	AFB/PPRC.26.a-26.b/11	5 000 000			5 000 000	Not approved	0
Cameroon	IFAD	AFB/PPRC.26.a-26.b/12	9 982 000			9 982 000	Not approved	0

<i>Party/Parties</i>	<i>IE</i>	<i>PPRC document number</i>	<i>Grant size (USD)</i>	<i>NIE funding (USD)</i>	<i>RIE funding (USD)</i>	<i>MIE funding (USD)</i>	<i>AFB decision</i>	<i>Funding set aside (USD)</i>
Pakistan	UN-Habitat	AFB/PPRC.26.a-26.b/13	6 094 000			6 094 000	Approved	6 094 000
Tunisia	IFAD	AFB/PPRC.26.a-26.b/14	9 997 190			9 997 190	Approved	9 997 190
Viet Nam	UN-Habitat	AFB/PPRC.26.a-26.b/15	6 345 292			6 345 292	Approved	6 345 292
Zimbabwe	UNESCO	AFB/PPRC.26.a-26.b/16	5 000 000			5 000 000	Not approved	0
Subtotal			66 044 277	13 651 140	9 974 655	42 418 482		24 636 482
2. Full proposals: regional								
MIE								
Jordan, Lebanon	UN-Habitat	AFB/PPRC.26.a-26.b/17	13 968 139			13 968 139	Not approved	0
Kazakhstan, Kyrgyzstan, Tajikistan, Uzbekistan	UNESCO	AFB/PPRC.26.a-26.b/18	6 500 000			6 500 000	Waitlisted	0
Thailand, Viet Nam	UNEP	AFB/PPRC.26.a-26.b/19	7 000 000			7 000 000	Not approved	0
Subtotal			27 468 139			27 468 139		
Total (1+2)			93 512 416	13 651 140	9 974 655	69 886 621		24 636 482

Figure IV.1
Fully developed project and programme proposals approved by the Adaptation Fund Board between 1 July 2019 and 30 June 2020, shares by sector

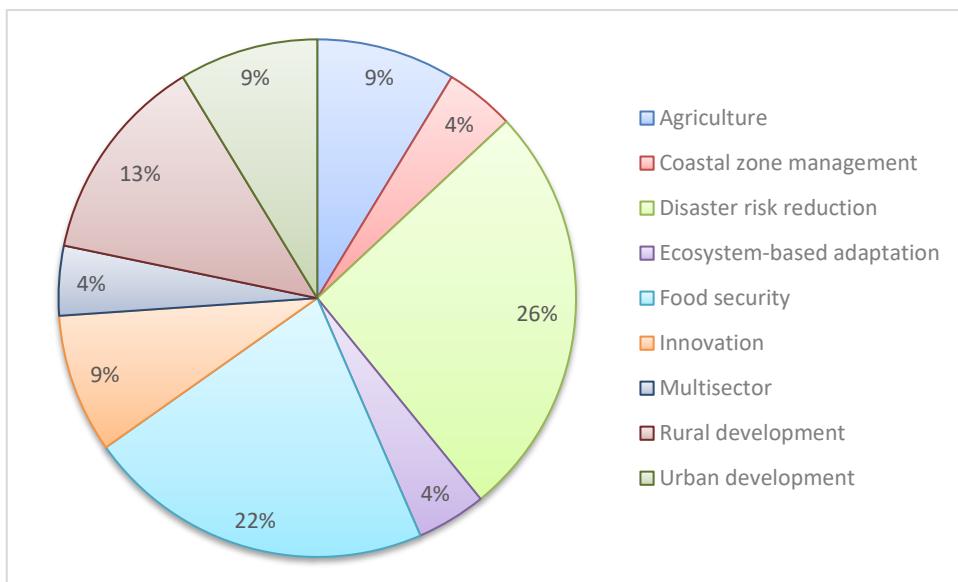


Figure IV.2
Project and programme pre-concepts and concepts endorsed by the Adaptation Fund Board between 1 July 2019 and 30 June 2020, shares by sector

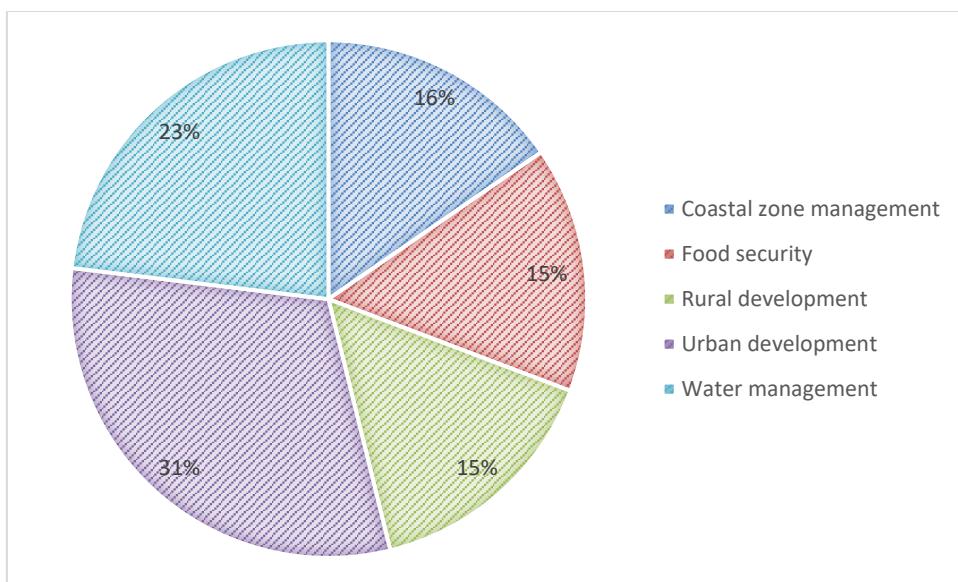


Figure IV.3
Status of the portfolio of projects and programmes approved by the Adaptation Fund Board as at 30 June 2020 by allocated amount, by sector

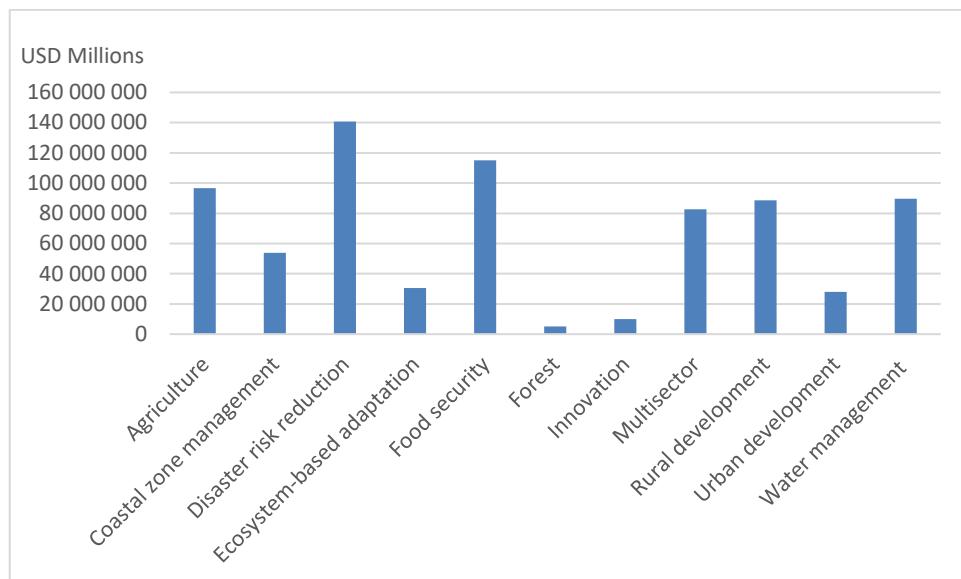


Table IV.6
Funding decisions made by the Adaptation Fund Board for projects under the Readiness Programme for Climate Finance during the reporting period

Party	IE	PPRC document reference	Requested amount (USD)	NIE funding (USD)	Set-aside funds (USD)	AFB decision
Technical assistance grants						
Uganda	MOWE	AFB/PPRC.25-26.3	25 000	25 000	25 000	Approved
United Republic of Tanzania	NEMC	AFB/PPRC.25-26.4	25 000	25 000	25 000	Approved
Zimbabwe	EMA	AFB/PPRC.25-26.2	25 000	25 000	25 000	Approved
Subtotal			75 000	75 000	75 000	
South-South cooperation grants						
Botswana	NEMA	AFB/PPRC.25-26.5	50 000	50 000	50 000	Approved
Mozambique	NEMA	AFB/PPRC.25-26.6	50 000	50 000	50 000	Approved
Subtotal			100 000	100 000	100 000	
Total			175 000	175 000	175 000	

Annexe V**Situation du portefeuille du Fonds pour l'adaptation***[Anglais seulement]*

Table V.1
Status of the portfolio of projects and programmes approved by the Adaptation Fund Board as at 30 June 2020

<i>Party</i>	<i>Project</i>	<i>IE</i>	<i>Approved amount (USD)</i>	<i>Amount transferred (USD)</i>	<i>Approval date</i>	<i>Project status</i>
Senegal	Adaptation to coastal erosion in vulnerable areas	CSE	8 619 000	8 619 000	17/9/2010	Closed
Honduras	Addressing climate change risks on water resources in Honduras: increased systemic resilience and reduced vulnerability of the urban poor	UNDP	5 620 300	5 620 300	17/9/2010	Closed
Turkmenistan	Addressing climate change risks to farming systems in Turkmenistan at national and community level	UNDP	2 929 500	2 929 500	15/12/2010	Closed
Mauritius	Climate change adaptation programme in the coastal zone of Mauritius	UNDP	9 119 240	6 593 941	15/12/2010	Under implementation
Eritrea	Climate change adaptation programme in water and agriculture in the Anseba region of Eritrea	UNDP	6 520 850	6 520 850	15/12/2010	Under implementation
Solomon Islands	Enhancing resilience of communities in Solomon Islands to the adverse effects of climate change in agriculture and food security	UNDP	5 533 500	5 533 500	15/12/2010	Closed
United Republic of Tanzania	Implementation of concrete adaptation measures to reduce vulnerability of livelihood and economy of coastal communities in the United Republic of Tanzania	UNEP	5 008 564	5 008 564	15/12/2010	Under implementation
Pakistan	Reducing risks and vulnerabilities from glacier lake outburst floods in northern Pakistan	UNDP	3 906 000	3 906 000	15/12/2010	Closed
Nicaragua	Reduction of risks and vulnerability based on flooding and droughts in the Estero Real River watershed	UNDP	5 500 950	5 500 950	15/12/2010	Closed
Ecuador	Enhancing resilience of communities to the adverse effects of climate change on food security in Pichincha province and the Jubones River basin	WFP	7 449 468	7 449 468	18/3/2011	Under implementation
Guatemala	Climate change resilient production landscapes and socioeconomic networks advanced in Guatemala	UNDP	5 425 000	5 425 000	22/6/2011	Closed

<i>Party</i>	<i>Project</i>	<i>IE</i>	<i>Approved amount (USD)</i>	<i>Amount transferred (USD)</i>	<i>Approval date</i>	<i>Project status</i>
Mongolia	Ecosystem-based adaptation approach to maintaining water security in critical water catchments in Mongolia	UNDP	5 500 000	5 500 000	22/6/2011	Under implementation
Maldives	Increasing climate resilience through an integrated water resource management programme in HA. Ihavandhoo, ADh. Mahibadhu and GDh. Gadhhdhoo Island	UNDP	8 989 225	8 989 225	22/6/2011	Closed
Madagascar	Promoting climate resilience in the rice sector through pilot investments in Alaotra-Mangoro region	UNEP	5 104 925	5 104 925	22/6/2011	Under implementation
Cook Islands	Strengthening the resilience of the islands and communities of Cook Islands to climate change	UNDP	5 381 600	5 381 600	15/9/2011	Closed
Georgia	Developing climate-resilient flood and flash flood management practices to protect vulnerable communities of Georgia	UNDP	5 316 500	5 316 500	16/9/2011	Closed
Papua New Guinea	Enhancing adaptive capacity of communities to climate change related floods in the north coast and islands region of Papua New Guinea	UNDP	6 530 373	6 530 373	16/9/2011	Closed
Samoa	Enhancing resilience of Samoa's coastal communities to climate change	UNDP	8 732 350	8 732 351	16/9/2011	Closed
Uruguay	Building resilience to climate change and variability of vulnerable smallholders	National Agency for Research and Innovation	9 967 678	9 967 678	14/12/2011	Under implementation
Myanmar	Addressing climate change risks for water resources and food security in the dry zone of Myanmar	UNDP	7 909 026	7 909 026	27/2/2012	Under implementation
Colombia	Reducing risk and vulnerability to climate change in the region of La Depresión Momposina in Colombia	UNDP	8 518 307	7 789 648	15/3/2012	Under implementation
Ghana	Increased resilience to climate change in northern Ghana through management of water resources and diversification of livelihoods	UNDP	8 293 972	6 187 351	16/3/2012	Under implementation
Egypt	Building resilient food security systems to benefit the southern Egypt region	WFP	6 904 318	6 904 318	28/6/2012	Under implementation
Lebanon	Climate-smart agriculture: enhancing adaptive capacity of the rural communities in Lebanon	IFAD	7 860 825	1 589 200	28/6/2012	Under implementation
Djibouti	Developing agropastoral shade gardens as an adaptation strategy for poor rural communities	UNDP	4 658 556	4 658 556	28/6/2012	Under implementation
Mauritania	Enhancing resilience of communities to the adverse effects of climate change on food security in Mauritania	WFP	7 803 605	7 803 605	28/6/2012	Under implementation

Party	Project	IE	Approved amount (USD)	Amount transferred (USD)	Approval date	Project status
Jamaica	Enhancing the resilience of the agricultural sector and coastal areas to protect livelihoods and improve food security	Planning Institute of Jamaica	9 965 000	5 980 360	28/6/2012	Under implementation
Sri Lanka	Addressing climate change impacts on marginalized agricultural communities living in the Mahaweli River basin of Sri Lanka	WFP	7 989 727	6 568 567	29/6/2012	Under implementation
Cambodia	Enhancing climate resilience of rural communities living in protected areas of Cambodia	UNEP	4 954 273	4 954 273	29/6/2012	Under implementation
Argentina	Increasing climate resilience and enhancing sustainable land management in the south-west of the Buenos Aires province	IBRD	4 296 817	4 296 817	29/6/2012	Under implementation
Cuba	Reduction of vulnerability to coastal flooding through ecosystem-based adaptation in the south of Artemisa and Mayabeque provinces	UNDP	6 067 320	6 067 320	14/12/2012	Under implementation
Seychelles	Ecosystem-based adaptation to climate change in Seychelles	UNDP	6 455 750	4 763 636	20/12/2012	Under implementation
Argentina	Enhancing adaptive capacity and increasing resilience of small-size agriculture producers in the north-east of Argentina	General Directorate of Sectoral and Special Programs and Projects	5 640 000	5 640 000	4/4/2013	Under implementation
Belize	Belize Marine Conservation and Climate Adaptation Initiative	IBRD	6 000 000	5 464 967	5/4/2013	Under implementation
Nepal	Adapting to climate-induced threats to food production and food security in the Karnali region of Nepal	WFP	9 527 160	2 341 906	4/7/2013	Under implementation
Kenya	Integrated programme to build resilience to climate change and adaptive capacity of vulnerable communities in Kenya	NEMA	9 998 302	8 911 082	1/11/2013	Under implementation
Rwanda	Reducing vulnerability to climate change in north-west Rwanda through community-based adaptation	Ministry of Environment	9 969 619	9 969 619	1/11/2013	Under implementation
Uzbekistan	Developing climate resilience of farming communities in the drought-prone parts of Uzbekistan	UNDP	5 415 103	3 925 914	10/2/2014	Under implementation
India	Climate-smart actions and strategies in the north-western Himalayan region for sustainable livelihoods of agriculture-dependent hill communities	NABARD	969 570	504 871	20/3/2014	Under implementation
Morocco	Climate change adaptation project in oasis zones	Agency for Agricultural Development	9 970 000	9 120 350	7/10/2014	Under implementation
South Africa	Building resilience in the greater uMngeni catchment in South Africa	South African National Biodiversity Institute	7 495 055	2 588 273	10/10/2014	Under implementation
India	Conservation and management of coastal resources as a potential adaptation strategy for sea level rise	NABARD	689 264	574 525	10/10/2014	Under implementation

<i>Party</i>	<i>Project</i>	<i>IE</i>	<i>Approved amount (USD)</i>	<i>Amount transferred (USD)</i>	<i>Approval date</i>	<i>Project status</i>
India	Enhancing adaptive capacity and increasing resilience of small and marginal farmers in the Purulia and Bankura districts of West Bengal	NABARD	2 510 854	1 255 427	10/10/2014	Under implementation
Costa Rica	Reducing vulnerability by focusing on critical sectors (agriculture, water resources and coastlines) in order to reduce the negative impacts of climate change and improve the resilience of these sectors	Fundecooperación flor Sustainable Development	9 970 000	6 733 657	10/10/2014	Under implementation
South Africa	Taking adaptation to the ground: a small grants facility for enabling local-level responses to climate change	South African National Biodiversity Institute	2 442 682	2 307 018	10/10/2014	Under implementation
Mali	Programme support for climate change adaptation in the vulnerable regions of Mopti and Timbouctou	UNDP	8 533 348	7 331 866	25/3/2015	Under implementation
India	Climate proofing of watershed development projects in the states of Tamil Nadu and Rajasthan	NABARD	1 344 155	940 908	9/4/2015	Under implementation
India	Building adaptive capacities of the small inland fishermen community for climate resilience and livelihood security in Madhya Pradesh	NABARD	1 790 500	895 260	10/4/2015	Under implementation
Jordan	Increasing the resilience of poor and vulnerable communities to climate change	Ministry of Planning and International Cooperation	9 226 000	4 706 391	10/4/2015	Under implementation
Peru	Adaptation to the impacts of climate change on Peru's coastal marine ecosystems and fisheries	Peruvian Trust Fund for National Parks and Protected Areas	6 950 239	2 979 902	9/10/2015	Under implementation
Chile	Enhancing resilience to climate change of small agriculture in the Chilean region of O'Higgins	AGCID	9 960 000	5 878 885	9/10/2015	Under implementation
Niger	Enhancing resilience of agriculture to climate change to support food security in Niger through modern irrigation techniques	BOAD	9 911 000	1 376 000	5/7/2016	Proposal approved
Uganda	Enhancing resilience of communities to climate change through catchment-based integrated management of water and related resources in Uganda	OSS	7 751 000	3 900 000	5/7/2016	Under implementation
Paraguay	Ecosystem-based approaches to reducing the vulnerability of food security to the impacts of climate change in the Chaco region of Paraguay	UNEP	7 128 450	961 591	4/10/2016	Under implementation
Panama	Adapting to climate change through integrated water management in Panama	Natura Foundation	9 977 559	5 531 462	5/10/2016	Under implementation
Antigua and Barbuda	An integrated approach to physical adaptation and community resilience in Antigua and Barbuda's northwest McKinnon's watershed	Department of Environment	9 970 000	7 288 750	5/10/2016	Under implementation

<i>Party</i>	<i>Project</i>	<i>IE</i>	<i>Approved amount (USD)</i>	<i>Amount transferred (USD)</i>	<i>Approval date</i>	<i>Project status</i>
India	Building adaptive capacities of communities, livelihoods and ecological security in the Kanha-Pench Corridor of Madhya Pradesh	NABARD	2 556 093	1 643 339	7/10/2016	Under implementation
Lao People's Democratic Republic	Enhancing the climate and disaster resilience of the most vulnerable rural and emerging urban human settlements in the Lao People's Democratic Republic	UN-Habitat	4 500 000	2 376 150	7/10/2016	Under implementation
Ethiopia	Climate-smart integrated rural development project	Ministry of Finance and Economic Cooperation	9 987 910	4 354 692	17/3/2017	Under implementation
Honduras	Ecosystem-based adaptation of communities in the central forest corridor in Tegucigalpa	UNDP	4 379 700	941 122	17/3/2017	Proposal approved
Micronesia (Federated States of)	Enhancing the climate resilience of vulnerable island communities in Federated States of Micronesia	SPREP	9 000 000	1 248 486	17/3/2017	Under implementation
Peru	Strengthening the livelihoods of vulnerable highland communities in the provinces of Arequipa, Caylloma, Condesuyos, Castilla and La Union in the region of Arequipa in Peru	CAF	2 723 561	923 255	17/3/2017	Proposal approved
Regional	Agricultural Climate Resilience Enhancement Initiative	WMO	6 222 000	3 400 000	17/3/2017	Proposal approved
Regional	Adapting to climate change in the Lake Victoria basin	UNEP	5 000 000	1 260 692	5/7/2017	Proposal approved
Regional	Building adaptive capacity through food and nutrition security and peacebuilding actions in vulnerable African and indigenous communities in the Colombia-Ecuador border area	WFP	14 000 000	1 568 042	5/7/2017	Under implementation
Senegal	Reducing vulnerability and increasing resilience of coastal communities in the Saloum Islands (Dionewar and Fadijal)	CSE	1 351 000	520 000	5/7/2017	Under implementation
Solomon Islands	Enhancing urban resilience to climate change impacts and natural disasters: Honiara	UN-Habitat	4 395 877	813 750	10/10/2017	Under implementation
Fiji	Increasing the resilience of informal urban settlements in Fiji that are highly vulnerable to climate change and disaster risks	UN-Habitat	4 235 995	599 127	10/10/2017	Under implementation
Guinea-Bissau	Scaling up climate-smart agriculture in east Guinea-Bissau	BOAD	9 979 000	3 034 000	10/10/2017	Proposal approved
Namibia	Pilot rural desalination plants using renewable power and membrane technology	DRFN	4 999 674	4 123 228	13/10/2017	Under implementation
Cook Islands	Pa Enua Action for Resilient Livelihoods	Ministry of Finance and Economic Management	2 999 125	1 341 455	22/3/2018	Under implementation
Iraq	Building resilience of the agriculture sector to climate change in Iraq	IFAD	9 999 660	1 300 800	22/3/2018	Proposal approved

<i>Party</i>	<i>Project</i>	<i>IE</i>	<i>Approved amount (USD)</i>	<i>Amount transferred (USD)</i>	<i>Approval date</i>	<i>Project status</i>
Micronesia (Federated States of)	Practical solutions for reducing community vulnerability to climate change in Federated States of Micronesia	Micronesia Conservation Trust	970 000	478 573	22/3/2018	Under implementation
Mongolia	Flood resilience in Ulaanbaatar ger areas – climate change adaptation through community-driven small-scale protective and basic services interventions	UN-Habitat	4 495 235	985 661	16/7/2018	Under implementation
Regional	Promoting climate-smart agriculture in West Africa	BOAD	14 000 000	5 664 000	16/7/2018	Proposal approved
Regional	Reducing climate vulnerability and flood risk in coastal urban and semi-urban areas in cities in Latin America	CAF	13 910 400	1 387 567	16/7/2018	Proposal approved
Ecuador	Increasing adaptive capacity of local communities, ecosystems and hydroelectric systems in the Río Blanco upper watershed (Toachi-Pilatón watershed) with a focus on ecosystem- and community-based adaptation and integrated adaptive watershed management	CAF	2 304 975	0	16/7/2018	Proposal approved
Armenia	Artik city closed stonepit waste and flood management pilot project	EPIU	1 435 100	253 524	12/10/2018	Proposal approved
Regional	Integrating flood and drought management and early warning for climate change adaptation in the Volta basin	WMO	7 920 000	1 995 000	12/10/2018	Proposal approved
Regional	Restoring marine ecosystem services by rehabilitating coral reefs to meet a changing climate future	UNDP	10 000 000	3 333 113	12/10/2018	Proposal approved
Armenia	Strengthening land-based adaptation capacity in communities adjacent to protected areas in Armenia	EPIU	2 309 710	0	15/3/2019	Proposal approved
Dominican Republic	Enhancing climate resilience in the San Cristóbal province of the Dominican Republic – integrated water resources management programme	Dominican Institute of Integral Development	9 173 910	0	15/3/2019	Proposal approved
Regional	Integrated climate-resilient transboundary flood risk management in the Drin River basin in the Western Balkans	UNDP	9 150 000	0	15/3/2019	Proposal approved
Bangladesh	Adaptation initiative for climate vulnerable offshore small islands and riverine charland in Bangladesh	UNDP	9 212 322	0	15/3/2019	Proposal approved
Indonesia	Community adaptation for forest-food-based management in Saddang watershed ecosystem	Kemitraan	835 465	584 826	8/7/2019	Proposal approved
Regional	Enhancing adaptive capacity of Andean communities through climate services	WMO	7 432 250	2 229 600	8/7/2019	Proposal approved
Lesotho	Improving adaptive capacity of vulnerable and food insecure populations in Lesotho	WFP	9 999 894	3 274 057	8/7/2019	Proposal approved

<i>Party</i>	<i>Project</i>	<i>IE</i>	<i>Approved amount (USD)</i>	<i>Amount transferred (USD)</i>	<i>Approval date</i>	<i>Project status</i>
Lao People's Democratic Republic	Building climate and disaster resilience capacities of vulnerable small towns in the Lao People's Democratic Republic	UN-Habitat	5 500 000	804 392	8/7/2019	Proposal approved
Sierra Leone	Promoting climate resilience in the cocoa and rice sectors as an adaptation strategy in Sierra Leone	IFAD	9 916 925	987 350	8/7/2019	Proposal approved
Tajikistan	An integrated landscape approach to enhancing the climate resilience of small-scale farmers and pastoralists in Tajikistan	UNDP	9 996 441	1 076 804	8/7/2019	Proposal approved
Saint Lucia	Building resilience for adaptation to climate change and climate vulnerabilities in agriculture	CDB	9 858 570	0	8/7/2019	Proposal approved
Regional	Climate change adaptation in vulnerable coastal cities and ecosystems of the Uruguay River	CAF	13 999 996	2 799 999	15/7/2019	Proposal approved
Regional	Integration of climate change adaptation measures in the concerted management of the WAP transboundary complex	OSS	11 536 200	1 696 450	15/7/2019	Proposal approved
Regional	Building urban climate resilience in south-eastern Africa	UN-Habitat	13 997 423	3 188 521	15/7/2019	Under implementation
Regional	Strengthening drought resilience of smallholder farmers and pastoralists in the IGAD region	OSS	13 079 540	2 100 000	11/10/2019	Proposal approved
Malawi	Adapting to climate change through integrated risk management strategies and enhanced market opportunities for resilient food security and livelihoods	WFP	9 989 335	2 502 333	11/10/2019	Proposal approved
Democratic Republic of the Congo	Building adaptive capacity to climate change in vulnerable communities living in the Congo River basin	WFP	9 999 909	1 996 677	11/10/2019	Proposal approved
Georgia	Dairy Modernization and Market Access: Adaptation Component	IFAD	4 644 794	973 737	11/10/2019	Proposal approved
El Salvador	Enhancing climate resilience of rural communities and ecosystems in Ahuachapán-Sur, El Salvador	UNDP	8 484 503	1 718 487	11/10/2019	Proposal approved
Republic of Moldova	Talent Retention for Rural Transformation – Adapt	IFAD	6 008 095	881 221	11/10/2019	Proposal approved
Global	Special financing window in support of innovation for adaptation	UNEP	5 000 000	713 900	11/10/2019	Proposal approved
Global	AF-UNDP Innovation Small Grant Aggregator Platform	UNDP	5 000 000	1 088 393	11/10/2019	Proposal approved
United Republic of Tanzania	Enhancing climate change adaptation for agropastoral communities in Kongwa district	NEMC	1 200 000	0	1/6/2020	Proposal approved
United Republic of Tanzania	Enhancing climate change resilience of coastal communities of Zanzibar	NEMC	1 000 000	0	1/6/2020	Proposal approved

<i>Party</i>	<i>Project</i>	<i>IE</i>	<i>Approved amount (USD)</i>	<i>Amount transferred (USD)</i>	<i>Approval date</i>	<i>Project status</i>
Pakistan	Enhancing community, local and national-level urban climate change resilience to water scarcity, caused by floods and droughts in Rawalpindi and Nowshera in Pakistan	UN-Habitat	6 094 000	0	1/6/2020	Proposal approved
Tunisia	Economic, social and solidarity insertion for resilience in the Governorate of Kairouan	IFAD	9 997 190	0	1/6/2020	Proposal approved
Viet Nam	Enhancing the resilience inclusive and sustainable eco-human settlement development through small-scale infrastructure interventions in the coastal regions of the Mekong Delta	UN-Habitat	6 345 292	0	1/6/2020	Proposal approved
Total			557 183 626	338 776 602		

Note: This table does not include projects that have not yet received project approval, including (1) projects that have been submitted for approval, but not (yet) approved; (2) AFB-endorsed concepts and pre-concepts; and (3) other submissions that are at the concept or pre-concept stage (i.e. have not yet been endorsed).

Table V.2
Breakdown of the status of the portfolio of projects and programmes approved by the Adaptation Fund Board as at 30 June 2020

<i>Status</i>	<i>Number of projects/programmes</i>	<i>Total value (USD)</i>
Not started	31	247 566 391
Under implementation	59	392 234 840
Completed	17	100 805 370

Table V.3
Active pipeline of project and programme proposals submitted to the Adaptation Fund Board but not approved as at 30 June 2020

<i>Party</i>	<i>IE</i>	<i>Grant size (USD)^a</i>
1. Full proposals: single country^b		
NIE		
Indonesia (1)	Kemitraan	963 455
Indonesia (2)	Kemitraan	1 125 015
Indonesia (3)	Kemitraan	710 000
Indonesia (4)	Kemitraan	5 972 670
United Republic of Tanzania (1)	NEMC	1 400 000
United Republic of Tanzania (2)	NEMC	1 280 000
Bhutan	Bhutan Trust Fund for Environmental Conservation	9 950 000
RIE		
Kiribati	SPREP	9 974 655
MIE		
Cambodia	UN-Habitat	5 000 000
Cameroon	IFAD	9 982 000
Zimbabwe	UNESCO	5 000 000
Liberia	IFAD	9 909 679
Egypt	WFP	3 094 962
Afghanistan	UNDP	9 432 556
Iran (Islamic Republic of)	UNDP	9 865 653
Turkmenistan	UNDP	7 000 040
Subtotal		90 660 685
2. Concepts: single country^b		
NIE		
Uganda	MOWE	2 249 000
Zimbabwe	EMA	5 000 000
Belize	PACT	4 000 000
Indonesia (5)	Kemitraan	1 048 636
Indonesia (6)	Kemitraan	1 000 000
Namibia	DRFN	4 998 000
MIE		
Haiti	UNESCO	9 890 000
Malaysia	UN-Habitat	10 000 000
Gambia	WFP	9 999 984
Kyrgyzstan	IFAD	9 985 526
Subtotal		58 171 146
Total (1+2)		148 831 831
3. Full proposals: regional^c		
MIE		
Jordan, Lebanon	UN-Habitat	13 968 139
Thailand, Viet Nam	UNEP	7 000 000
Angola, Mozambique, Namibia, South Africa, Zimbabwe	UNESCO	14 000 000
Armenia, Georgia	UNDP	7 475 650

Kazakhstan, Kyrgyzstan, Tajikistan, Uzbekistan	UNESCO	6 500 000
Subtotal		48 943 789
4. Concepts: regional^c		
RIE		
Benin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambia, Ghana, Guinea, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Senegal, Sierra Leone, Togo	OSS	13 662 863
Angola, Namibia	OSS	14 000 000
MIE		
Antigua and Barbuda, Saint Lucia	UN-Habitat	14 000 000
Cabo Verde, Guinea-Bissau, Sao Tome and Principe	IFAD	14 000 000
Cambodia, Lao People's Democratic Republic, Myanmar, Thailand, Viet Nam	UNESCO	4 898 775
El Salvador, Honduras	WFP	13 900 478
Subtotal		74 462 116

5. Pre-concepts: regional^c

MIE		
Azerbaijan, Iran (Islamic Republic of)	UN-Habitat	14 000 000
Subtotal		14 000 000
Total (3+4+5)		137 405 905

^a Funding request amounts are as in the latest submission of the proposal. Only proposals that had been endorsed by the governments of all prospective recipient countries are included.

^b Single-country proposals that were submitted between 1 July 2019 and 30 June 2020 but not yet approved by the AFB or cancelled by the proponent by the end of that period.

^c Regional proposals that were submitted between 1 July 2019 and 30 June 2020 but not yet approved by the AFB or cancelled by the proponent by the end of that period.

Table V.4

Active pipeline of single-country and regional proposals for Adaptation Fund projects and programmes under development

	<i>Number submitted by NIEs</i>	<i>Total value submitted by (USD)</i>	<i>Number submitted by RIEs</i>	<i>Total value (USD)</i>	<i>Number submitted by MIEs</i>	<i>Total value (USD)</i>	<i>Total number submitted</i>	<i>Total value (USD)</i>
Single-country projects and programmes								
Concept submitted, not endorsed	1	1 048 636	0		1	9 985 526	2	11 034 162
Concept submitted, endorsed	7	13 684 277	0		2	16 347 174	9	30 031 451
Full proposal submitted, not approved	7	15 578 205	1	9 974 655	5	36 847 693	13	62 400 553
Regional projects and programmes								
Pre-concept submitted, not endorsed			0	0				
Pre-concept submitted, endorsed			2	25 833 850	2	27 966 000	4	53 799 950
Concept submitted, not endorsed			0	0	1	13 900 478	1	13 900 478
Concept submitted, endorsed			0	0	1	4 898 775	1	4 898 775
Full proposal submitted, not approved					3	28 443 789	3	28 443 789
Total	15	30 311 118	3	35 808 505	15	138 379 435	33	204 499 058

Note: This table includes regional proposals that were under review at the end of the reporting period.

Table V.5
Active pipeline of Adaptation Fund Medium-Term Strategy grant proposals submitted in the reporting period

	<i>Party</i>	<i>IE</i>	<i>Name</i>	<i>Grant size (USD)</i>
Innovation small grants				
NIE	Antigua and Barbuda	Department of Environment	Innovative technologies for improved water availability to increase food security in Antigua and Barbuda	250 000
	Dominican Republic	Dominican Institute of Integral Development	Strengthening of a replicable micro ecosystem of accelerated technological innovation for adaptation and mitigation to climate change in the Dominican Republic	249 929
	Kenya	NEMA	Adaptation villages; panacea for sustained village-based resilience-building	250 000
	Uganda	MOWE	Enhancing sustainable wetlands restoration through community-based climate change adaptive livelihood options in the Okole wetland system in the Lira district	250 000
Subtotal				999 929
Learning grants				
NIE	Kenya	NEMA	Learning grant for Kenya	149 650
	Senegal	CSE	Learning grant for Senegal	144 848
Subtotal				294 498
Project scale-up grants				
NIE	Senegal	CSE	Project scale-up grant for Senegal	99 937
Subtotal				99 937
Total				1 394 364

Annexe VI

Rapport financier du fonds d'affectation spéciale du Fonds pour l'adaptation au 30 juin 2020, établi par l'administrateur : supplément au rapport du Conseil du Fonds pour l'adaptation à la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto et à la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris¹

[Anglais seulement]

I. Introduction

1. This report is produced by the World Bank as trustee (“Trustee”) for the Adaptation Fund (AF), in accordance with the Trustee’s role in the Adaptation Fund Trust Fund as set forth under paragraph 23 in the Appendix of Decision 1/CMP.4 of the CMP.
2. The decision states that: “The Trustee shall prepare and furnish the Adaptation Fund Board with financial reports of the Trust Fund annually (or at any other such frequency agreed between the Trustee and the Adaptation Fund Board), and provide records and accounts of the Trust Fund for audit by its external auditors annually (or at any other such frequency agreed between the Trustee and the Adaptation Fund Board), in accordance with the policies and procedures of the Trustee. Furthermore, the Trustee shall prepare and furnish the Adaptation Fund Board with reports on the sale of the CERs for the Adaptation Fund and on the status of commitments and transfers of Trust Fund funds annually (or at any other such frequency agreed between the Trustee and the Adaptation Fund Board).”
3. The information contained in this Financial Report is based on financial information as of June 30, 2020.

II. Adaptation Fund Trust Fund Summary as of June 30, 2020

Certified Emission Reduction (CER) Sales and Donations

4. Cumulative resources pledged to AF Trust Fund including CER sales proceeds was USD 997.09 million as of June 30, 2020. Of this, USD 204.74 million was received into the AF Trust Fund through CER sales proceeds and USD 735.25 million in donations, totalling a cumulative receipt of USD 939.99 million as of June 30, 2020. Resources not yet received from Donors is USDeq. 57.10 million, which includes USDeq. 41.63 million in donations receivable under signed agreements and USDeq. 15.47 million in pledges.
5. An amount of USD 0.64 million was received from CER sales during the second quarter of calendar year 2020.

Investment Income

6. As of June 30, 2020, the AF Trust Fund earned investment income of approximately USD 38.33 million on the liquidity balances in the AF Trust Fund. The AF Trust Fund liquid portfolio has returned 2.10% for fiscal year 2020.

¹ Reproduced as received from the AFB secretariat, with certain formatting modifications.

Funding Approvals

7. Cumulative net funding decisions made by the AF Board through June 30, 2020 totalled USD 808.13 million, of which USD 744.58 million represents approvals for projects and programs.

Cash Transfers

8. The Trustee has transferred a total of USD 467.80 million up to June 30, 2020, including USD 413.13 million related to projects and programs.

Funds Held in Trust

9. Funds Held in Trust² reflect proceeds from CER monetization, donations received and investment income, less cash transfers made to date. Funds Held in Trust as of June 30, 2020 amounted to USD 510.52 million, including USD 3 million set aside for operational reserve.

Funds available for AF Board funding decisions

10. Funds available to support AF funding decisions amounted to USD 167.19 million as of June 30, 2020.

² Funds Held in Trust represents balance of cash, investments and unencashed promissory notes (if any) as of the reporting date.

III. AF Trust Fund Summary – Inception through June 30, 2020

In USD millions

	Total	% of Total
CER Sales Proceeds, Pledges and Donations		
CER Sales Proceeds	204.74	20.5%
Donations	776.88	77.9%
Pledges	15.47	1.6%
Total CER Sales Proceeds and Donations	997.09	100.0%
Cumulative Resources		
<u>Resources received</u>		
CER Sales Proceeds	204.74	19.8%
Donations	735.25	71.0%
Investment Income earned	38.33	3.7%
Total Resources Received	978.32	94.5%
<u>Resources not yet received</u>		
Donations not yet received	41.63	4.0%
Pledges	15.47	1.5%
Total resources not yet received	57.10	5.5%
Total Potential Resources (A) (in USD millions)	1,035.42	100.0%
Cumulative Funding Decisions		
Programs and Projects (MIE)	446.10	55.2%
Programs and Projects (NIE)	179.61	22.2%
Programs and Projects (RIE)	118.88	14.7%
Administrative Budget	63.55	7.9%
Total Funding Decisions Net of Cancellations (B)	808.13	100.0%
Total Potential Resources Net of Funding Decisions (A) - (B)	227.29	
Total Potential Resources Net of Funding Decisions and Operational Reserve	224.29	
Funds Available		
Funds Held in Trust with no restrictions	507.52	
Approved Amounts Pending Cash Transfers	340.33	
Total Funds Available to Support AF Board Decisions	167.19	

Note: sub-totals may not add up to due to rounding

CER SALES PROCEEDS

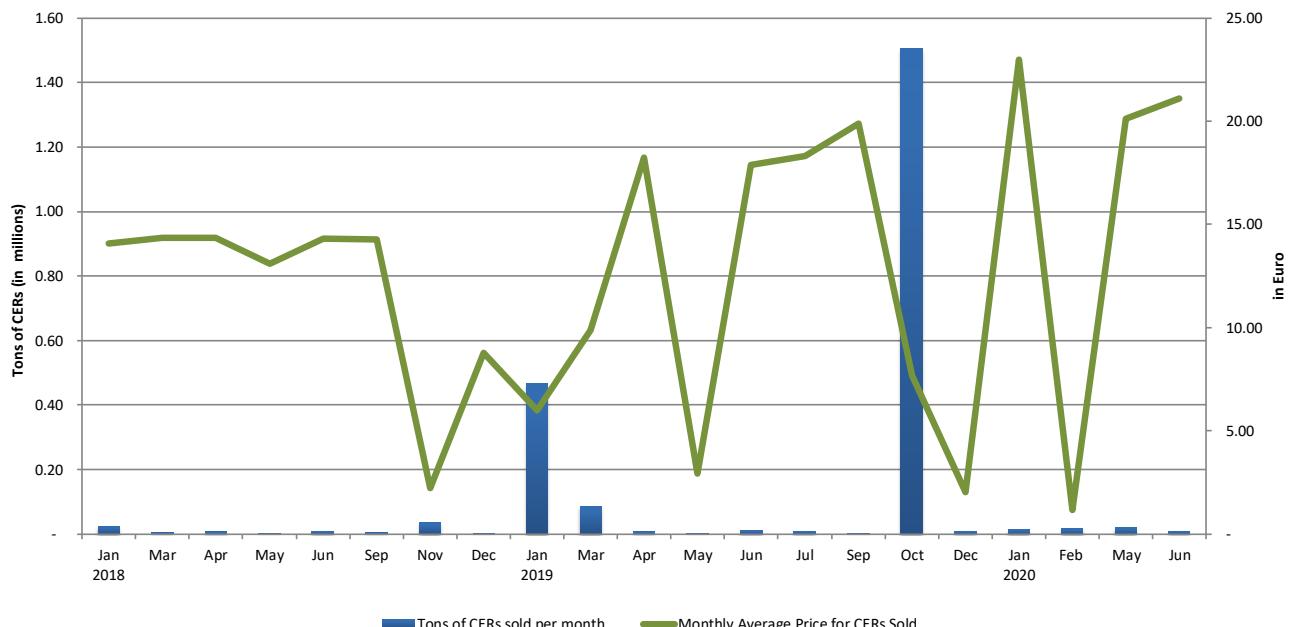
This table shows the proceeds from CER sales received into the AF Trust Fund. See Annex for more details.

The Trustee has generated revenues of USD 204.74 million through CER sales since the start of the CER monetization program in May 2009.

IV. CER SALES AND MONTHLY AVERAGE PRICE

Calendar Year	CER balance a/	CER sales	Proceeds USD (millions)
2009-2018	12,400,187	26,753,350	199.57
2019	Q1 12,000,126	549,451	1.49
	Q2 12,174,665	18,440	0.36
	Q3 12,445,244	11,508	0.24
	Q4 11,127,219	1,515,101	2.07
2020	Q1 11,229,556	29,916	0.38
	Q2 11,539,271	28,833	0.64
Total		28,906,599	204.74

a/ in registries at period-end



11. This chart presents the number of tons of CERs sold per month and the monthly average price obtained by the Trustee for a ton of CER sold between January 2018 and June 2020. During fiscal year 2020, the Trustee sold 1.59 million tons of CERs and generated USD 3.33 million in CER proceeds. The average price achieved during fiscal year 2020 was EUR 1.91 or USD 2.10 per ton.

DONATIONS

Donor	Currency	Pledged Donation in Currency of Contribution	Effective (or signed) Donation	Receipts in Currency of Contribution	Receipts in USD a/
Austria	EUR	500,000	500,000	500,000	690,250
Belgium	EUR	1,500,000	1,500,000	1,500,000	1,645,500
Belgium (Flanders)	EUR	8,950,000	8,950,000	8,950,000	9,694,153
Belgium (Walloon Region)	EUR	16,300,000	12,500,000	12,500,000	14,230,700
Belgium (Brussels Capital Region)	EUR	5,667,412	5,667,412	5,667,412	6,583,094
Canada (Quebec)	CAD	3,000,000	3,000,000	3,000,000	2,242,035
Corporacion Andina de Fomento	USD	56,000	56,000	56,000	56,000
European Commission	EUR	10,000,000	-	-	-
Finland b/	USD	67,534	67,534	67,534	67,534
Finland	EUR	5,000,000	5,000,000	5,000,000	6,803,000
France b/	USD	53,340	53,340	53,340	53,340
France	EUR	20,000,000	20,000,000	20,000,000	22,621,950
Germany	EUR	340,000,000	340,000,000	340,000,000	396,326,600
Ireland	EUR	900,000	900,000	900,000	1,030,730
Italy	EUR	21,000,000	21,000,000	21,000,000	24,294,300
Japan b/	USD	8,088	8,088	8,088	8,088
Luxembourg	EUR	2,000,000	2,000,000	2,000,000	2,105,296
Monaco	EUR	10,000	10,000	10,000	12,197
New Zealand	NZD	3,000,000	3,000,000	3,000,000	1,969,800
Norway b/	USD	87,700	87,700	87,700	87,700
Norway	NOK	105,000,000	105,000,000	105,000,000	12,641,381
Poland	USD	1,000,000	1,000,000	1,000,000	1,000,000
Spain	EUR	45,880,000	45,880,000	45,880,000	58,032,212
Sweden	SEK	1,405,000,000	1,405,000,000	1,015,000,000	127,554,626
Switzerland b/	USD	77,668	77,668	77,668	77,668
Switzerland	CHF	28,000,000	28,000,000	28,000,000	29,435,485
United Kingdom	GBP	10,000,000	10,000,000	10,000,000	15,915,000
United Nations Foundation	USD	-	67,433	67,433	67,433
Others	GBP	-	326	326	504
Others	EUR	-	412	412	566

Total Donations Received

735,247,142

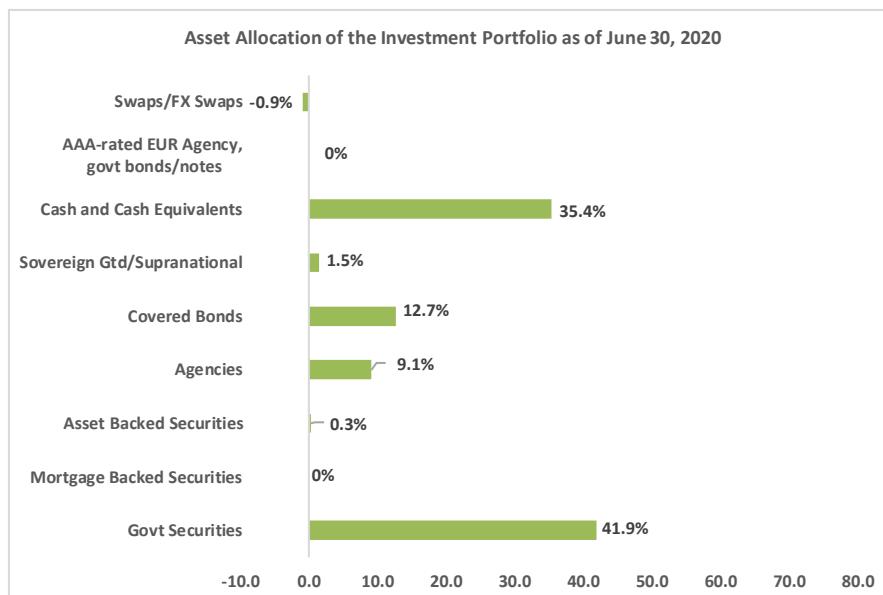
a/ Represents actual USD receipts.

b/ Donation corresponds to the Donor's pro-rata share of the balance in the Administrative Trust Fund

V. Asset Mix and Investment Income

ASSET MIX

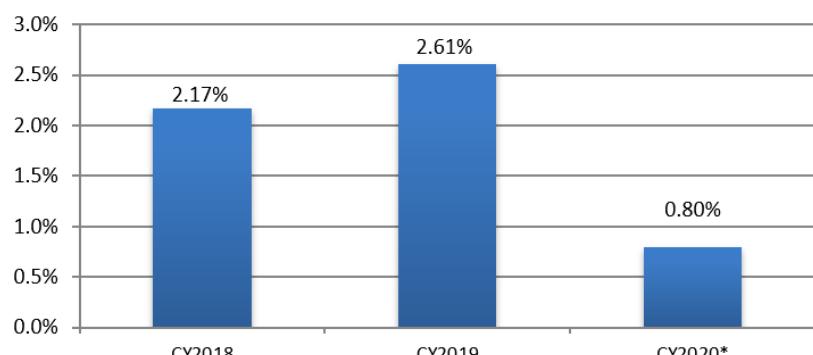
12. The undisbursed cash balance of the Adaptation Fund Trust Fund is maintained in a commingled investment portfolio (“Pool”) for all trust funds managed by IBRD. Funds are managed such that the expected maximum loss, as measured by the CVaR, in the worst 1% of cases will not exceed 0.25% at the portfolio’s investment horizon.
13. The portfolio allocation by asset class has the largest allocations to government securities and money-market instruments.



Note: The negative position in swaps is primarily due to changes in foreign currency exchange (FX) rates in cross currency basis swaps. Such swap instruments are used to implement currency hedges on bond positions within the portfolio. These hedges remain in place.

INVESTMENT RETURNS

The AF Trust Fund liquid portfolio earned approximately USD 38.33 million in investment income since inception. The portfolio returns during fiscal year 2020 was 2.10%.



*non-annualized

VI. Cumulative Funding Decisions (breakdown by NIEs, RIEs and MIEs)

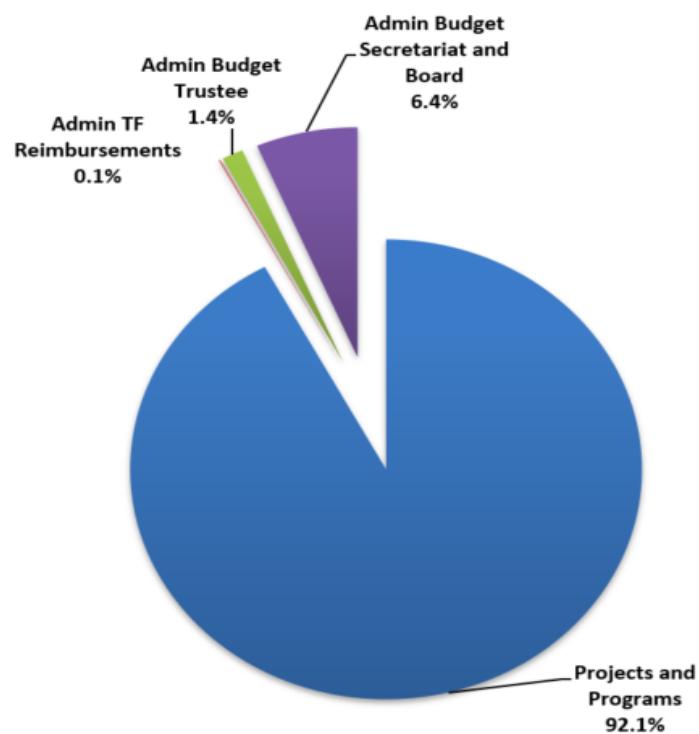
(In USD Millions)

1. Programs and Projects	MIE/RIE/NIE	MIE	RIE	NIE	744.58
Antigua and Barbuda	ABED	-	-	10.00 a/	
Argentina	UCAR	-	-	5.38 a/	
Argentina	WB	4.30	-	-	
Armenia	EPIU	-	-	1.46 a/	
Armenia	EPIU	-	-	2.54 a/	
Bangladesh	UNDP	10.00	-	-	
Belize	WB	6.00	-	-	
Belize	PACT	-	-	0.05 a/ d/	
Benin	FNE	-	-	0.03 a/	
Cambodia	UNEP	4.95	-	-	
Chile	AGCI	-	-	9.99 a/	
Colombia	UNDP	8.52	-	-	
Congo	WFP	10.00	-	-	
Cook Islands	UNDP	5.38	-	-	
Cook Islands	MFEM	-	-	3.00	
Costa Rica	FDS	-	-	10.00 a/	
Cuba	UNDP	6.07	-	-	
Djibouti	UNDP	4.66	-	-	
Dominican Republic	IDDI	-	-	9.98 a/	
Ecuador	WFP	7.45	-	-	
Ecuador	CAF	-	2.49	-	
Egypt	WFP	6.90	-	-	
El Salvador	UNDP	8.48	-	-	
Eritrea	UNDP	6.52	-	-	
Ethiopia	MOFEC	-	-	9.99	
Fiji	UN HABITAT	4.24	-	-	
Georgia	UNDP	5.32	-	-	
Georgia	IFAD	4.64	-	-	
Ghana	UNDP	8.29	-	-	
Guatemala	UNDP	5.43	-	-	
Guinea Bissau	BOAD	-	9.98	-	
Honduras	UNDP	5.62	-	-	
Honduras	UNDP	4.38	-	-	
India	NABARD	-	-	1.37 a/	
India	NABARD	-	-	0.69	
India	NABARD	-	-	2.54 a/	
India	NABARD	-	-	1.82 a/	
India	NABARD	-	-	0.97	
India	NABARD	-	-	2.58 a/	
Indonesia	KEMITRAAN	-	-	0.87 a/	
Indonesia	KEMITRAAN	-	-	0.03 a/	
Indonesia	KEMITRAAN	-	-	0.03 a/	
Indonesia	KEMITRAAN	-	-	0.03 a/	
Indonesia	KEMITRAAN	-	-	0.03 a/	
Iraq	IFAD	10.00	-	-	
Jamaica	PIOJ	-	-	10.00 a/	
Jordan	MOPIC	-	-	9.26 a/	
Kenya	NEMA	-	-	10.00	
Lao, PDR	UN HABITAT	4.50	-	-	
Lao, PDR	UN HABITAT	5.50	-	-	
Lebanon	IFAD	7.86	-	-	
Lesotho	WFP	10.00	-	-	
Madagascar	UNEP	5.10	-	-	
Malawi	WFP	9.99	-	-	
Maldives	UNDP	8.99	-	-	
Mali	UNDP	8.53	-	-	
Mauritania	WFP	7.80	-	-	
Mauritius	UNDP	9.12	-	-	
Micronesia	SPREP	-	9.00	-	
Micronesia	MCT	-	-	1.00 a/	
Moldova	IFAD	6.01	-	-	
Mongolia	UNDP	5.50	-	-	
Mongolia	UN HABITAT	4.50	-	-	
Morocco	ADA	-	-	10.00 a/	
Myanmar	UNDP	7.91	-	-	

1. Programs and Projects (continued)	MIE/RIE/NIE	MIE	RIE	NIE	744.58
Namibia	DRFN	-	-	5.03 a/	
Namibia	DRFN	-	-	0.03 a/	
Namibia	DRFN	-	-	0.05 a/ d/	
Nepal	WFP	9.53	-		
Nicaragua	UNDP	5.50	-	-	
Niger	BOAD	-	9.91	-	
Pakistan	UNDP	3.91	-	-	
Pakistan	UN HABITAT	6.09	-	-	
Panama	FN	-	-	10.00 a/	
Papua New Guinea	UNDP	6.53	-	-	
Paraguay	UNEP	7.13	-	-	
Peru	PROFONANPE	-	-	6.95	
Peru	CAF	-	2.94	-	
Rwanda	MINIRENA	-	-	10.10 a/ c/	
Samoa	UNDP	8.73	-	-	
Senegal	CSE	-	-	8.26	
Senegal	CSE	-	-	1.38 a/	
Seychelles	UNDP	6.46	-	-	
Sierra Leone	IFAD	9.92	-	-	
Solomon Islands	UNDP	5.53	-	-	
Solomon Islands	UN HABITAT	4.40	-	-	
South Africa	SANBI	-	-	7.53 a/	
South Africa	SANBI	-	-	2.47 a/	
Sri Lanka	WFP	7.99	-	-	
St. Lucia	CDB	-	9.86	-	
Tajikistan	UNDP	10.00	-	-	
Tanzania	UNEP	5.01	-	-	
Tanzania	NEMC	-	-	1.23 a/	
Tanzania	NEMC	-	-	0.03 a/	
Tanzania	NEMC	-	-	1.03 a/	
Tanzania	NEMC	-	-	0.03 a/	
Tunisia	IFAD	10.00	-	-	
Turkmenistan	UNDP	2.93	-	-	
Uganda	OSS	-	7.75	-	
Uruguay	ANII	-	-	10.00 a/	
Uzbekistan	UNDP	5.42	-	-	
Vietnam	UN HABITAT	6.35	-	-	
Regional		76.23	66.95	- a/ b/	
Accreditation Support		-	-	0.94	
Technical Assistance		-	-	0.46	
Innovation		10.00	-	0.46	
Sub-Total by IE type		446.10	118.88	179.61	
% Total Programs and Projects		60%	16%	24%	
2. Administrative Budget					63.55
AF Administrative Trust Fund				0.69	
Administrative Budget - Trustee				10.91	
Administrative Budget - AF Board and Secretariat				51.94	
3. Total Funding Decisions (3 = 1 + 2)					808.13
a/ Includes approved Project Formulation Grant amounts					
b/ Includes approved regional projects					
c/ Includes approved grant application to develop a scale-up proposal					
d/ Includes approved Project Formulation Assistance amounts					

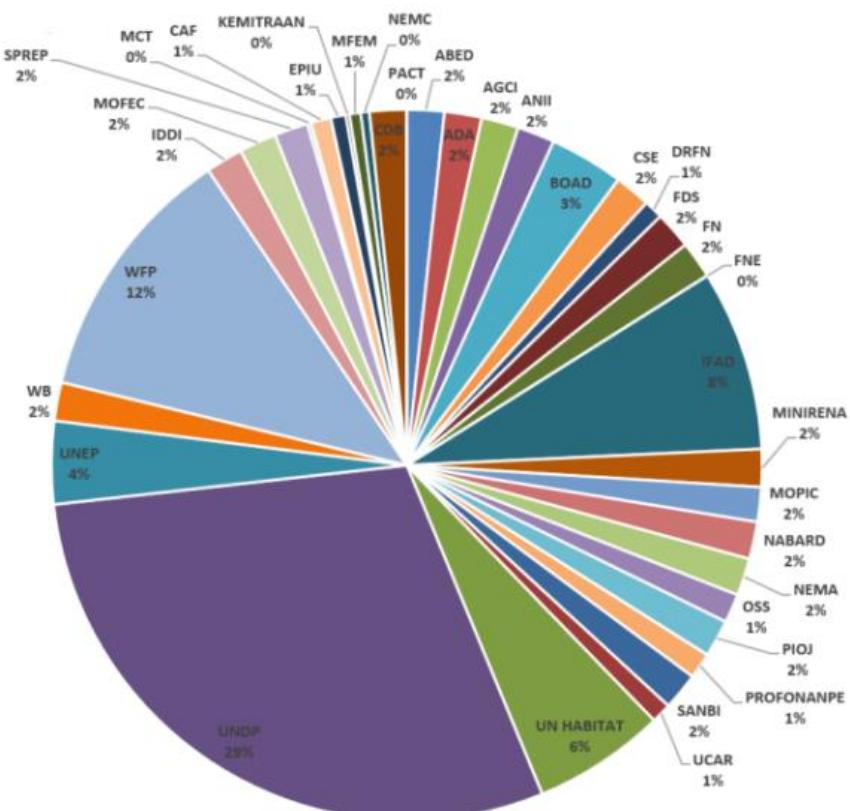
CUMULATIVE FUNDING DECISIONS

Since inception to June 30, 2020 funding approvals made by the AF Board amounted to USD 808.13 million.



FUNDING DECISIONS BY NIE/RIE/MIE

Funding decisions by NIE/RIE/MIE show the cumulative funding decisions related to programs and projects. To date, cumulative funding decisions to NIEs/RIEs/MIEs amount to USD 744.58 million.



VII. Funds available

In USD millions

	As of June 30, 2020 (a)	As of June 30, 2019 (b)	Change since last report (a) - (b)
1. Cumulative Receipts	978.32	887.11	91.22
a. Cash receipts from CER proceeds	204.74	201.42	3.33
b. Cash receipts from Donors and Other Sources	735.25	657.93	77.32
c. Investment Income earned	38.33	27.76	10.58
2. Cumulative Cash Transfers	467.80	398.07	69.73
a. Projects and Programs	413.13	350.20	62.94
b. Operational Expense	54.67	47.87	6.79
3. Funds Held in Trust (3 = 1 - 2)	510.52	489.04	21.49
4. Operational Reserve	3.00	3.00	-
5. Funding Decisions Pending Cash Transfer	340.33	220.98	119.35
6. Funds available to support AF Board funding decisions (6 = 3 - 4 - 5)	167.19	265.06	(97.86)

Note: sub-totals may not add up due to rounding

Annex – Detailed CER Monetization Record

	Calendar Quarter	Sale Method	Quantity	Quarterly Average Market Price	Quarterly Average Price Achieved by the Trustee	Total Euro	Actual USD
2009	Q2	OTC	1,100,000	11.62	11.85	13,030,000	18,244,887
		Exchange	20,000	11.62	10.79	215,700	302,455
	Q3	OTC	-	-	-	-	-
		Exchange	80,000	12.74	13.16	1,044,000 a/	1,519,280
	Q4	OTC	400,000	12.72	12.41	4,965,000	7,372,659
		Exchange	450,000	12.72	13.02	5,860,600	8,689,141
	Q1	OTC	1,300,000	11.69	11.93	15,505,000	21,219,352
		Exchange	420,000	11.69	11.59	4,867,200	6,734,673
2010	Q2	OTC	1,570,000	13.02	13.17	20,684,500	26,768,710
		Exchange	895,000	13.02	13.07	11,693,600	15,068,497
	Q3	OTC	700,000	12.90	13.51	9,454,000	12,049,753
		Exchange	540,000	12.90	12.67	6,839,600	8,866,433
	Q4	OTC	-	-	-	-	-
		Exchange	560,000	12.47	12.48	6,991,500	9,511,362
	Q1	OTC	300,000	11.89	12.83	3,847,500	5,437,099
		Exchange	180,000	11.89	11.44	2,059,000	2,746,051
2011	Q2	OTC	500,000	12.49	13.02	6,509,000	9,357,538
		Exchange	315,000	12.49	12.53	3,946,900	5,662,845
	Q3	Auction	200,000	12.49	12.52	2,504,000	3,567,699
		OTC	-	-	-	-	-
		Exchange	390,000	9.07	8.81	3,434,600	4,803,998
	Q4	OTC	-	-	-	-	-
		Exchange	40,000	6.21	7.79	311,400	418,332
	Q1	OTC	-	-	-	-	-
2012		Exchange	400,000	4.16	4.37	1,748,100	2,306,972
	Q2	OTC	250,000	3.82	3.67	921,500	1,158,337
		Exchange	1,681,000	3.82	3.81	6,411,770	8,251,269
	Q3	OTC	-	0.18	-	-	-
		Exchange	1,614,000	2.91	2.95	5,006,550	6,224,091
	Q4	OTC	6,000	0.18	1.05	6,300	8,027
		Exchange	959,000	0.18	1.38	1,317,480	1,698,951
	Q1	OTC	1,498,000	0.16	0.13	190,280	254,006
2013		Exchange	-	-	-	-	-
	Q2	OTC	144,303	0.28	0.43	62,050	82,030
		Exchange	-	-	-	-	-
	Q3	OTC	300,000	0.60	0.71	212,000	286,740
		Exchange	-	-	-	-	-
	Q4	OTC	1,800,000	0.45	0.49	868,000	1,181,238
		Exchange	-	-	-	-	-
	Q1	OTC	655,000	0.31	0.36	216,900	293,664
2014		Exchange	-	-	-	-	-
	Q2	OTC	1,478,000	0.14	0.19	259,230	335,597
		Exchange	-	-	-	-	-
	Q3	OTC	550,594	0.16	1.37	129,644	165,652
		Exchange	-	-	-	-	-
	Q4	OTC	789,680	0.07	1.35	166,494	208,182
		Exchange	-	-	-	-	-

	Calendar Quarter	Sale Method	Quantity	Quarterly Average Market Price	Quarterly Average Price Achieved by the Trustee	Total Euro	Actual USD
<i>(continued)</i>							
2015	Q1	OTC Exchange	1,696,880	0.02	1.70	2,886,627	3,175,996
	Q2	OTC Exchange	97,415	0.45	2.56	249,430	279,669
	Q3	OTC Exchange	574,273	0.49	0.20	113,720	130,493
	Q4	OTC Exchange	1,327,170	0.59	0.95	1,260,042	1,371,219
2016	Q1	OTC Exchange	72,135	0.40	4.16	299,802	327,512
	Q2	OTC Exchange	65,491	0.41	6.75	442,164	499,286
	Q3	OTC Exchange	23,988	0.39	10.93	262,117	293,240
	Q4	OTC Exchange	286,362	0.33	0.73	208,473	223,416
2017	Q1	OTC Exchange	40,047	0.28	13.00	520,486	562,913
	Q2	OTC Exchange	10,647	0.23	14.00	149,098	163,450
	Q3	OTC Exchange	11,039	0.20	12.71	140,325	168,532
	Q4	OTC Exchange	373,491	0.18	1.34	498,932	584,781
2018	Q1	OTC Exchange	29,450	0.18	14.05	413,633	506,386
	Q2	OTC Exchange	18,468	0.21	14.26	263,435	315,047
	Q3	OTC Exchange	3,514	0.29	14.25	50,080	58,508
	Q4	OTC Exchange	37,403	0.27	2.72	101,580	114,445
2019	Q1	OTC Exchange	549,451	0.24	2.39	1,313,449	1,490,948
	Q2	OTC Exchange	18,440	0.22	17.17	316,563	355,134
	Q3	OTC Exchange	11,508	0.21	18.64	214,493	240,063
	Q4	OTC Exchange	1,515,101	0.21	1.25	1,886,588	2,065,652
2020	Q1	OTC Exchange	29,916	0.27	11.34	339,331	378,092
	Q2	OTC Exchange	28,833	0.31	20.41	588,604	641,576
	Total		28,906,599			153,798,370	204,741,876
a/ net of EUR 10,000 exchange fees							

Glossary

Implementing Entity	Official Name of the Entity
ABED	Antigua and Barbuda Department of Environment
ADA	Agence pour le Developpement Agricole – Morocco
AGCI	Agencia de Cooperacion Internacional - Chile
ANII	Agencia Nacional de Investigación e Innovación – Uruguay
BOAD	West African Development Bank
CAF	Development Bank of Latin America
CDB	Caribbean Development Bank
CSE	Centre de Suivi Ecologique - Senegal
DRFN	Desert Research Foundation Namibia
EPIU	Environmental Project Implementation Unit - Armenia
FDS	Fundecooperacion Para el Desarollo Sostenible – Costa Rica
FN	Fundación Natura - Colombia
FNE	Fonds National pour l'Environnement – Benin
IDB	Inter-American Development Bank
IDDI	Dominican Institute of Integral Development
IFAD	International Fund for Agricultural Development
KEMITRAAN	Partnership for Governance Reform in Indonesia
MFEM	Ministry of Finance and Economic Management – Cook Islands
MIE	Multilateral Implementing Entity
MINIRENA	Ministry of Natural Resources - Rwanda
MOFEC	Ministry of Finance and Economic Cooperation – Ethiopia
MOPIC	Ministry of Planning and International Cooperation – Jordan
NABARD	National Bank for Agriculture and Rural Development – India
NEMA	National Environment Management Authority - Kenya
NEMC	National Environment Management Council - Tanzania
NIE	National Implementing Entity
OSS	Sahara and Sahel Observatory
PACT	Protected Areas Conservation Trust
PIOJ	Planning Institute of Jamaica
PROFONANPE	Peruvian Trust Fund for National Parks and Protected Areas
RIE	Regional Implementing Entity
SANBI	South African National Biodiversity Institute
SPREP	Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme
UCAR	Unidad para el Cambio Rural – Argentina
UN HABITAT	United Nations Human Settlements Program
UNDP	United Nations Development Program
UNEP	United Nations Environment Program
UNESCO	United Nations Educational Scientific and Cultural Organization
WB	World Bank – International Bank for Reconstruction and Development and International Development Association
WMO	World Meteorological Organization
WFP	United Nations World Food Program

Term	Definition
Cash and Investments	The Trust Fund's share in the co-mingled cash and investment pool.
Cash Contribution	Contribution or Installment provided in the form of cash, including promissory note encashments
Cash Transfer	Cash payment made to an Implementing Partner under a Financial Procedures Agreement
Contribution	The funds provided and to be provided by a Contributor to a Trust Fund, as specified in the Contribution Agreement/Arrangement, or in the Instrument of Commitment
Contribution Agreement/ Arrangement	An agreement or arrangement between a World Bank entity, as Trustee, and a Contributor, setting forth specific terms for the receipt and use of a specific Contribution for a specific Trust Fund
Contribution Paid-In	Contribution or Installment provided in the form of cash, Promissory Note or other instruments acceptable to the Trustee
Contribution Receivable	Any portion of a Contribution that is not a Qualified Contribution to be received in the form of Cash or Promissory Note.
Financial Intermediary Fund (FIF)	Financial arrangements that leverage a variety of public and private resources in support of global development initiatives and partnership. These Funds involve financial engineering or complex finance schemes, or where the Bank provides a specified set of administrative, financial or operational services
Financial Procedures Agreement	An agreement or arrangement between a World Bank entity, as Trustee, and Partner Entity for the commitment and transfer of funds by the Trustee to the Partner Entity under terms that do not involve Bank responsibility post-transfer
Funding Availability	Assets available to support funding decisions, as calculated under a specific basis of commitment.
Funds Held in Trust	Cash and Investments plus unencashed Promissory Note balance
Implementing Entity (IE)	Any agency receiving funds from a FIF, which is responsible for managing those funds for project activities as approved by the governing body
Investment Income	Returns (realized and unrealized) on cash and investments, allocated to individual Trust Funds
Pledge	A Contributor's expression of its intention to make a Contribution
Promissory Note (if applicable)	A document consisting of a promise to pay that is non-interest bearing and payable on demand

Annexe VII

Liens opérationnels et relations entre le Fonds pour l'adaptation et d'autres institutions relevant de la Convention

[Anglais seulement]

1. The AFB has taken action to promote linkages with other bodies under the Convention, such as the Adaptation Committee, the Climate Technology Centre and Network, the GCF, the GEF, the PCCB and the Standing Committee on Finance.¹
2. On the margins of the Madrid Conference, on 11 December 2019 the third annual dialogue on climate finance delivery channels took place, chaired by the GCF Executive Director and attended by the Chair of the AFB, the Manager of the AFB secretariat, the Head of the Climate Investment Funds, the incoming Co-Chair of the GCF Board, and the Chief Executive Officer and Chairperson of the GEF. They discussed how climate funds can strategically and synergistically support enhanced post-2020 ambition, and how key learnings and priorities for further discussion and resolution can be identified by a technical working group that will run at least through 2020 and report periodically to the heads of the Funds. A road map for 2020 of prioritized actions for enhancing collaboration among the Funds, including a time frame, has been developed and shared.
3. The AFB secretariat organized together with the GCF a side event at the 2nd Capacity-building Hub to launch CPDAE, entitled “Strengthening Access to Climate Finance: Community of Practice for Direct Access Entities”.
4. The Chair of the AFB together with a Co-Chair of the Climate Technology Centre and Network, a Co-Chair of the PCCB and AFB secretariat representatives participated in a side event for raising awareness of available readiness and capacity-building support for adaptation and increasing the accessibility of information on available support, entitled “Enhancing the Delivery of Readiness and Capacity Building Support for Climate Change Adaptation”.
5. The AFB secretariat organized the AF gender side event entitled “Advancing Gender Equality and Women’s Empowerment in Climate Finance” in collaboration with the GCF, the GEF and the UNFCCC secretariat. The Manager of the AFB secretariat also joined as a panellist a side event organized by the GCF Independent Integrity Unit entitled “Scaling-up climate action: Best practices and joint actions to strengthen results and integrity across trust funds”; the other panellists represented the Climate Investment Funds, the GCF Independent Integrity Unit and the GEF.
6. The AFB secretariat participated as an observer in the 23rd, 24th and 25th meetings of the GCF Board, held in Songdo, the Republic of Korea, from 6 to 8 July 2019 and 12 to 14 November 2019, and Geneva, Switzerland, from 10 to 12 March 2020, respectively.
7. In early August 2019, a representative of the GCF secretariat attended the sixth NIE seminar of the AF in Saint John’s, Antigua and Barbuda, and the 2nd meeting of the CPDAE Committee, held in conjunction. The Manager and representatives of the AFB secretariat attended the GCF Global Programming Conference held in Songdo from 19 to 23 August 2019, and held bilateral meetings with the GCF secretariat. The Manager represented the AFB on a panel on “Investing in Institutional Transformation: Direct Access Capabilities for Scaling-Up” and on a panel in the session in which CPDAE was introduced to direct access entities accredited by the GCF.
8. The AFB secretariat also participated in an NDC Partnership consultation meeting from 27 to 28 February 2020 in New York City, the United States of America, where the Manager took part in a panel discussion on approaches to increasing investment in NDCs to

¹ As per decisions 2/CMP.10, para. 6; and 2/CMP.14, para. 8.

realize ambition, together with representatives of the NDC Partnership Hub and the German Agency for International Cooperation.

9. At the Madrid Conference, a representative of the AFB secretariat participated as a panellist in the Koronivia joint work on agriculture workshop on improved nutrient use and manure management towards sustainable and resilient agricultural systems, held in conjunction with the fifty-first sessions of the subsidiary bodies with constituted bodies under the Convention.

10. The AFB secretariat is hosted by the GEF secretariat, which promotes exchange of information and knowledge and provision of inter-organizational support, when needed. The AFB secretariat participated as an observer in the 57th and 58th meetings of the GEF Council from 17 to 19 December 2019 and 2 to 3 June 2020, respectively.

11. The AFB continued to consider establishing an operational linkage between the AF and the GCF for channelling resources for adaptation, and identified two options:²

- (a) Seeking accreditation as a financial intermediary with the GCF;
- (b) Entering into a memorandum of understanding or an ad hoc agreement with the GCF.

12. In addition, to further enhance complementarities with the GCF, the AFB secretariat has continued collaboration with the GCF secretariat on the identified specific activities in the areas of, including, but not limited to, readiness support, including by organizing joint activities such as regional workshops or seminars; results-based management; accreditation; and project and programme identification.

13. The GCF operational framework on complementarity and coherence with other climate finance delivery channels³ consists of four pillars: (1) board-level discussions on fund-to-fund arrangements; (2) enhanced complementarity between funds at the activity level; (3) promotion of coherence between funds at the national programming level; and (4) complementarity at the level of delivery of climate finance through an established dialogue between funds.

14. At its 34th meeting, the AFB continued discussion on the potential linkages between the AF and the GCF at two levels: (1) through a dialogue between the Chair and Vice-Chair of the AFB and the Co-Chairs of the GCF Board, both exclusively and in the context of the annual dialogue among a larger group of climate funds; and (2) through ongoing discussions between the secretariats of the AFB and the GCF on specific activities related to complementarity and coherence. The AFB was informed that the GCF secretariat had sought external legal services in relation to potential agreements between the GCF and the AF for the transfer of financial resources from the GCF to the AF. Considering the four options for fund-to-fund arrangements described in GCF Board document GCF/B.22/09 and its annex 1, AFB members raised some issues and concerns, including the need for further analysis of the legal and practical implications of the four options; the need for further clarification on liability issues, since the two Funds have different legal structures; and the consequences of the proposed plans for the rules of procedure and overall operations of the AF.

15. The four potential options for collaboration between the two Funds were prepared for the informal Board-level meeting of the two Funds held on 12 December 2018 on the margins of COP 24: (1) AF providing GCF readiness-type assistance; (2) AF management of a GCF funding envelope; (3) accreditation of the AF with the GCF; and (4) formalization and expansion of current cooperation between the secretariats. At the 22nd meeting of the GCF Board, the GCF Co-Chairs reported to the GCF Board on the engagement with the AF that

² CMP 14 noted the efforts of the AFB to enhance cooperation with other funds so as to ensure coherence and complementarity, and encouraged the AFB to continue its efforts to enhance complementarity and coherence with other funds under and outside the Convention, including to better align processes and leverage financing (see documents FCCC/KP/CMP/2018/4, paras. 45–56, and FCCC/KP/CMP/2018/4/Add.1, para. 18).

³ See <https://www.greenclimate.fund/document/gcf-b17-08>.

the Boards' discussion at the informal meeting had centred on two overarching considerations that could have an impact on any potential arrangement options:⁴

(a) The degree to which the AF is prepared to accept liability for programming GCF funding;

(b) If and how the AFB will apply GCF policies to projects and programmes approved using GCF funds.

16. After considering the AFB secretariat's ongoing efforts to enhance complementarity between the GCF and the AF, at its 34th meeting the AFB decided to:

(a) Continue consideration of the above-mentioned four options for fund-to-fund arrangements from the perspective of whether they cover all potentially feasible options for operational linkages between the GCF and the AF;

(b) Take note that an independent legal analysis is being undertaken by the GCF with a view to producing, as its expected outcome, an independent legal opinion for the GCF to determine whether any potential legal arrangements between the GCF and the AF are implementable;

(c) Request the AFB secretariat to report to the AFB at its 35th meeting any available information related to the above-mentioned legal analysis to be received from the GCF secretariat;

(d) Defer its consideration of the four options pending the issuance by the GCF of the above-mentioned legal opinion;

(e) Request the Chair and Vice-Chair of the AFB to continue to actively engage, assisted by the AFB secretariat, in a structured conversation with the GCF Board with a view to exploring and taking steps towards advancing the options for fund-to-fund arrangements described in GCF Board document GCF/B.22/09 and its annex 1;

(f) Request the AFB secretariat to continue discussions with the GCF secretariat to advance the collaborative activities identified at the annual dialogue in November 2017, the technical workshop in February 2018 and the informal meetings between the Chair and Vice-Chair of the AFB and the Co-Chairs of the GCF in May and September 2018 and on the margins of COP 24;

(g) Request the AFB Chair and secretariat to report to the AFB at its 35th meeting on the progress of the activities referred to in paragraph 16(e–f) above.⁵

17. With regard to the issue referred to in paragraph 15(b) above of if and how the AFB will apply GCF policies for projects and programmes approved using GCF funds, GCF Board document GCF/B.22/09 indicates:

"The GCF and AF boards have developed a number of policies related to the development and implementation of funded activities, including fiduciary standards and environment, social and gender safeguards. Both Funds also have processes for assessing organizations that receive funding from them, and requirements for Fund policies and standards to be applied through and passed down to executing entities by such organizations in their management and administration of funds. Ultimately, both Funds are evolving, and each Fund may be in the process of or has a plan to develop or update core policies. It will be important to consider how these policies are imperative for or at least relevant to enabling the existing and future cooperation between the two Funds. Reaching an agreement between the boards as to how instances of policy non-alignment (or lack of relevant policies) will be handled, and where responsibility lies for the application of each policy, will facilitate the envisaged cooperation."⁶

⁴ See GCF Board document GCF/B.22/09 and annex 1, available at <https://www.greenclimate.fund/boardroom/meeting/b22>.

⁵ AFB decision B.34/47.

⁶ GCF Board document GCF/B.22/09, annex 1, para. 7.

18. The same document also mentions the legal capacity of the AF to enter into any legal arrangement with the GCF:

“An independent legal opinion from a third-party organization could provide clarity to legal capacity, personality and structure of the AF (AFB, AFB Secretariat and AF trust fund).”⁷

19. The AFB secretariat was informed by the GCF secretariat that the GCF had sought the provision of external legal services in relation to potential legal agreements between the GCF and the AF for the transfer of financial resources from the GCF to the AF. The legal questions were as follows:

(a) Do paragraphs 33–34 of the Governing Instrument for the GCF allow other existing funds under the UNFCCC, and other funds, entities and channels of climate change financing outside the GCF to access resources of the GCF?

(b) Are financial transfers of GCF resources only permitted under section V.C–V.D of the Governing Instrument?

(c) Can the GCF enter into legal arrangements with the AF and, if so, what are the potential liability consequences, and related mitigation measures, for a breach by the AF of such legal agreements (e.g. because of non-compliance with a policy requirement of the GCF)?⁸

20. The relevant report is contained in annex III to GCF Board document GCF/B.24/Inf.08. The summary opinion excerpted from that document is as follows:

“Paragraphs 33 and 34 of the Governing Instrument for the GCF

In the opinion of the [GCF] Secretariat:

Paragraphs 33 and 34 of the Governing Instrument do not in themselves provide a route for financial transfer of GCF resources to other funds, entities and channels of climate change financing outside the GCF;

Section V.D (Access modalities and accreditation) of the Governing Instrument sets out the main modalities through which resources can be accessed from the GCF;

Section V.C (Operational modalities: Funding windows and fund structure) of the Governing Instrument also permits access to GCF resources for the purposes of readiness, preparatory support, capacity-building, technology development and transfer, and private sector financing;

Taken together, the above-mentioned provisions of the Governing Instrument allow other existing funds under the UNFCCC and other funds, entities and channels of climate change financing outside the GCF, to access GCF resources under Sections V.D and V.C of the Governing Instrument. In the opinion of the [GCF] Secretariat, alternative modalities could be established under Sections V.D and V.C of the Governing Instrument, specifically for entities referred to in paragraphs 33 and 34 of the Governing Instrument.”

“Legal Arrangements with the Adaptation Fund

In the opinion of the [GCF] Secretariat:

(a) The World Bank, in its capacity as trustee of the AF, (and not the AF, or AF Board) is the legal owner of the funds contributed to the AF;

(b) The AF Board, as the entity within the AF governance structure with legal capacity to enter into contracts, would be the natural contract counterparty for any contractual arrangement with GCF;

⁷ GCF Board document GCF/B.22/09, annex 1, para. 10.

⁸ GCF Board document GCF/B.24/Inf.08, annex III, para. 10.

(c) The AF Board is also the entity which concludes legal arrangements for the implementation of its own projects;

(d) In the event of a breach by the AF of legal arrangements concluded between the GCF and the AF Board, the legal liability of the AF Board can be addressed in the relevant legal arrangements; and

(e) The GCF would need to ensure that it had appropriate dispute resolution procedures in its contractual arrangements in order to obtain suitable enforcement against the AF, if necessary.

In light of paragraph 13(a) above, appropriate legal arrangements will need to be entered into ex ante with the World Bank, in its capacity as trustee of the AF, in the event that GCF wishes to ensure that, from a legal perspective, the liability of the AF board (for breach of contract, or other applicable claim) is enforceable against the funds contributed to the AF and held by the World Bank as follows:

(a) While various theoretical legal instruments could be deployed to implement the foregoing matter, the practicality of such instruments will be subject to discussions with both the AF board and the World Bank;

(b) The members of the AF board benefit from personal immunity in Germany in respect of acts performed in their official capacity as members of the AF board; and

(c) The AF board will be responsible for the acts of its committees, secretariat, accreditation panel, members and employees, if such acts were undertaken in performance of relevant AF functions and within the official capacity of the relevant body or individual.”

“Next steps

In line with the updated work plan adopted by the Board adopted at its twenty-third meeting (B.23), the mandate pursuant to paragraphs 33 and 34 of the Governing Instrument and subsequent decisions, including decision B.20/05, is to be considered by the Board within the context of the update of the 2020–2023 Strategic Plan for the GCF. In this context, the Board may wish to provide further strategic direction on the pursuit of fund-to-fund arrangements, in particular with the Adaptation Fund, considering the opinion provided in paragraphs 12–15 on legal arrangements. The Board could do this in parallel with also providing further strategic direction on the pursuit of complementarity in programming. As noted in the 2018 Annual Update on Complementarity and Coherence and inputs shared at B.22, areas of overlap between the GCF and AF could be considered for more targeted synergies (e.g. areas such as micro-scale adaptation projects) while ensuring that no additional layers are created (e.g. entities having to access GCF resources through AF and having to comply with different policies).”

21. As part of the complementarity and coherence of the GCF and the AF, both Fund’s secretariats have been engaged in a continuous discussion to promote scaling up of projects. A framework document is currently being drafted for consideration by the AFB that sets out a structured approach to collaboration between the GCF and the AF on project and programme scale-up in the context of a broader set of efforts to ensure complementarity and coherence between the two Funds. The two secretariats are also jointly providing support to CPDAE, which consists of accredited NIEs of the AF and accredited direct access entities of the GCF. CPDAE provides an avenue for knowledge exchange, learning and experience sharing, collaboration and peer support within the community of NIEs and direct access entities to increase the effectiveness of entities in accessing resources and implementing adaptation and mitigation projects and programmes through direct access.

22. The AF became a member of the PCCB Network on 14 April 2020, the objective of which is to foster synergies and enhance coherence and coordination of capacity-building efforts for climate action. The AFB secretariat participated in the inaugural meeting of the PCCB Network, held virtually on 26 June 2020.

23. The AFB secretariat also participated in the 4th meeting of the PCCB, held from 22 to 25 June 2020.

A. Financing for regional projects

24. Regional projects and programmes started as a pilot programme in April 2015 upon approval by the AFB with the goal of piloting different regional approaches to implementing specific climate change adaptation projects in vulnerable developing countries and gathering lessons learned. At its 28th meeting, in October 2016, the AFB decided to continue financing regional proposals beyond the pilot programme and to approve the maximum total funding for regional projects and programmes annually.⁹

25. Interest in regional projects and programmes has remained high, with proposals totalling USD 154.6 million submitted during the reporting period. The total amount approved during the reporting period was USD 60.0 million, which exhausted the funding provisionally set aside by the AFB for regional activities at its 33rd meeting.¹⁰

B. Readiness Programme for Climate Finance

26. Over the reporting period, the following activities took place:

(a) The annual Climate Finance Readiness Seminar for accredited NIEs for 2019, held in St. John's, Antigua and Barbuda, from 5 to 9 August 2019 and co-hosted by the accredited NIE for Antigua and Barbuda, the Department of Environment. The Seminar included gender training drawing on the AF gender policy, participation by the AF-TERG, and a full day to discuss innovation in adaptation and accessing AF innovation grants, a new funding window under the MTS;

(b) The ninth and tenth climate finance webinars for accredited NIEs, at which the topics “Evidence-based interventions – Assessing vulnerability and feasibility for sustained local-level resilience: experiences and lessons learned from Adaptation Fund” (on 24 October 2019) and “Managing project extensions through adaptive management during project implementation” (from 22 to 23 April 2019) were discussed;

(c) The approval of two South–South cooperation grants to support developing countries in identifying suitable national institutions as NIE candidates and in preparing and submitting an application for accreditation in Botswana and Mozambique, both implemented by the NIE for Kenya;¹¹

(d) The approval of three technical assistance grants to support the NIEs for Uganda, the United Republic of Tanzania and Zimbabwe in strengthening their ability to address and manage environmental and social risks as well as gender considerations in adaptation projects and programmes and at the institutional level;¹²

(e) The approval of the first project scale-up grant under the MTS implemented by the accredited NIE of Rwanda to develop a scale-up proposal for its project entitled “Reducing Vulnerability to Climate Change in North West Rwanda through Community Based Adaptation”;

(f) A meeting of the CPDAE Committee in St. John's from 2 to 3 August 2019 on the margins of the 2019 Climate Finance Readiness Seminar for accredited NIEs. The Committee advanced work on its action plan and governance charter, and developed procedures for inviting members to join CPDAE and changes of Committee membership, and its communication and operational procedures;

(g) A regional accreditation training workshop for developing countries from 2 to 3 September 2019 in Bangkok, Thailand, held as part of Asia-Pacific Climate Week, which

⁹ AFB decision B.28/1.

¹⁰ AFB decision B.33/12.

¹¹ AFB decisions B.34–35/8 and B.34–35/9.

¹² AFB decisions B.34–35/7, B.34–35/6 and B.34–35/5.

took place from 2 to 6 September 2019, and linked to an event held by the NDC Partnership on 6 September 2019 entitled “Expanding access to global climate funds in the Asia Pacific”. The AF, the NDC Partnership and the GCF collaborated to host both the AF and NDC Partnership events.

C. Evaluation of the Adaptation Fund

27. Under the guidance of the recruitment working group of the AF-TERG, the AF-TERG secretariat completed the selection process for the four AF-TERG members, and Nancy MacPherson, Mutizwa Mukute, Andy Rowe and Claudio Volonte were appointed on 1 July 2019. The AF-TERG secretariat hired financial administrative support at the same time, and in August 2019 a data analyst was hired to complete the team.

1. Foundational work

28. During its first year of operation the AF-TERG carried out activities to set the basis for its multi-year work programme.

29. The AF-TERG, supported by its secretariat, had its first in-person meeting in St. John’s from 4 to 10 August 2019 on the margins of the annual Climate Finance Readiness Seminar for accredited NIEs. The AF-TERG set-up, mandate, communication channels and expectations were discussed. Preliminary work took place on the AF-TERG work programme, with a focus on evaluative components and products. AF-TERG members also engaged with NIE representatives, answering their evaluation questions in a session at the Seminar.

30. The Chair, three members and secretariat coordinator of the AF-TERG had a second short in-person meeting on 3 October 2019 to further discuss work programme development during their engagement at the Evaluation for Transformative Change Conference in Prague, Czechia.

31. The AF-TERG hired four consultants in October 2019 to execute three studies that would inform the work programme:

(a) An evaliability assessment of the AF projects and portfolio to explore the extent to which projects have in place structures, processes and resources capable of supporting robust monitoring, evaluation and learning;

(b) An ex post evaluation study to map the landscape of approaches currently being used and develop a Fund-specific approach to conducting ex post evaluations, five years after closure, with a focus on process, impact, sustainability and learning of funded projects and programmes;

(c) A study aimed at identifying and assessing innovative monitoring, evaluation and learning practices in the climate adaptation space, and providing advice on how innovative monitoring, evaluation and learning approaches, processes and technological developments could inform innovative thinking and monitoring, evaluation and learning practices in relation to the AF.

32. The results of the three studies, contained in working documents, have informed the development of the AF-TERG strategy and work programme.

33. From November 2019 to February 2020, the AF-TERG Chair and members held a series of consultations with the AFB secretariat Manager and staff to deepen understanding of the AF strategies, policies and position in the global climate finance architecture. It was also discussed how the AF-TERG will relate to the AFB secretariat through its three functions of evaluation, advice and oversight. Meanwhile, consultations took place with AFB members and observers through online on-demand interviews and follow-up online interviews between the AF-TERG and members and interviewees.

34. In collaboration with the AFB secretariat, the AF-TERG secretariat developed a dedicated section for the AF-TERG on the AF website that was launched on 27 November 2019. The AF-TERG secretariat also started using social media for communication, including

Issuu, Instagram, LinkedIn, Twitter and YouTube. With the support of a graphical editor, the AF-TERG developed a logo and branding guidance. The new AF-TERG branding was introduced to the EFC as part of the presentation on the administrative budget for the AF-TERG for the fiscal years 2021–2022.

35. In response to a request from the AFB secretariat, the AF-TERG Chair and members provided input on the draft updated AF gender policy with a focus on the evaluability of the policy and gender action plan, and on the draft updated AF gender action plan.

36. The AF-TERG secretariat coordinator and staff participated, as observers, in the 33rd meeting of the Accreditation Panel on 6 and 7 February 2020.

37. The AF-TERG prepared an internal document that contains the theory of change of the AF-TERG and is a working interpretation of what the evaluation function is about. In the spirit of guiding its work for the benefit of the AF, the AF-TERG also developed a set of 10 principles that will guide its work, including the work that it commissions. These internal documents informed the development of the AF-TERG strategy and work programme and will be reviewed periodically for relevance, effectiveness and clarity.

38. The AF-TERG prepared a gap analysis of the current evaluation framework and terms of reference for reviewing it to inform future revision of the framework.

2. Strategy and work programme of the Technical Evaluation Reference Group of the Adaptation Fund

39. A proposed AF-TERG strategy and multi-year work programme¹³ with corresponding proposed budget were presented to the EFC virtually on 4 May 2020 and subsequently, as recommended by the EFC, approved by the AFB.¹⁴

40. The approved multi-year work programme responds to the broad mandate and three functions of the AF-TERG: evaluation, advisory and oversight. The work elements laid out in the work programme will be managed and implemented in three workstreams that broadly correspond to the three functions of the AF-TERG. The advisory and oversight functions will span the three workstreams, while the evaluation function is embedded in workstream 1:

- (a) Workstream 1: conducting strategy and programme evaluations;
- (b) Workstream 2: enhancing monitoring, evaluation and learning capacity and tools;
- (c) Workstream 3: cogenerating evaluative knowledge and insights.

41. The first element of work after approval of the AF-TERG strategy and work programme was the development of terms of reference for the review and revision of the AF evaluation framework. The objectives are to identify and propose necessary revisions to the evaluation framework and produce a draft AF evaluation framework to be presented to the EFC for its consideration with a view to its subsequent approval by the AFB.

3. Budget of the Technical Evaluation Reference Group of the Adaptation Fund

42. The AFB approved the proposed two-year budget to cover the costs of the operations of the AF-TERG and its secretariat for the fiscal years 2021–2022:¹⁵ USD 1,063,219 for 1 July 2020 to 30 June 2021, comprising USD 605,028 for general operations and USD 458,191 for evaluations, and USD 1,187,071 for 1 July 2021 to 30 June 2022, comprising USD 625,554 for general operations and USD 561,517 for evaluations.¹⁶

D. Communications

43. During the reporting period, the AFB supported by its secretariat continued to raise the profile of the AF and its work by developing and disseminating frequent, relevant and

¹³ AFB document AFB/EFC.26.a-26.b/3.

¹⁴ AFB decision B.35.a-35.b/29.

¹⁵ AFB document AFB/EFC.26.a-26.b/1.

¹⁶ AFB decision B.35.a-35.b/27.

timely content, including news releases, project stories, videos, social media posts, e-newsletters and innovative multimedia communication products. This included producing and disseminating 23 original press releases on AF work; four project stories in multiple languages; 10 videos; five Flickr photo albums; and five enterprise stories on AF-related themes and diverse projects through a pilot project with Climate Home News to help extend the reach of the AF to key target audiences. Several brochures, posters, branded materials and talking points were also produced – they supported key themes and messages at events such as the Madrid Conference and webinars. Messaging around themes such as the value of the pioneering scalable work of the AF, the MTS, and the response to the COVID-19 crisis and the value of the AF in building broader resilience was developed and included in communication products and stories.

44. The AF digital channels continued to thrive during the reporting period. The number of website users and page views held strong, reaching 630,839 views. In terms of social media, the AF reached nearly 15,000 followers on Twitter, an increase of over 2,000 followers over the last reporting period and had over 715,000 impressions – an increase of nearly 150,000 over the previous reporting period. Facebook followers reached 11,633 and the AF continues to disseminate its messages and stories through Facebook and LinkedIn. Many stories, videos and posts from implementing partners on AF-funded projects throughout the world were shared.

45. The AF was featured in nearly 400 press stories around the world, including 78 in Spanish (51 per cent more than in the previous reporting period) and 60 in French (also an increase). The AF had a strong communications presence at the Madrid Conference: a multimedia exhibit was organized featuring photos of innovation and youth engagement in projects and videos of AF projects and its pioneering direct access work, as well as digital postcards and other branded materials. A section on the Madrid Conference was created on the AF website to highlight its activities and to share brochures and stories focusing on new tools such as e-learning and innovation grants, which garnered a 36 per cent increase in web users over the same conference period as in the previous year. The AFB organized a well-attended media event on these themes, and several video interviews with international organizations to further promote AF work during the Madrid Conference.

46. Numerous other side events and meetings were held in relation to the AF at the Madrid Conference, supported by flyers, photography and social media, in multiple languages. These included events on emerging tools and grants, a side event in French with the Institute of the French-speaking world for Sustainable Development, and an event in Spanish with NIEs from Spanish-speaking countries. Multiple press releases were produced during the conference, highlighting AF work on knowledge, gender and innovation and new pledges received by it, among other topics.

47. The AF continued to innovate in communications, piloting and producing a new 360-degree video of a project visit in Antigua and Barbuda, organizing training on enhancing presentations for AF staff (including developing new PowerPoint templates and supporting materials) and developing a new podcast on relevant themes.

E. Knowledge management

48. The Paris Agreement places unprecedented emphasis on adaptation learning and sharing, especially by and with developing country Parties.¹⁷ Aligned with this emphasis, the MTS includes learning and sharing as one of its three pillars. During the reporting period, a number of relevant activities were implemented, *inter alia*:

(a) Completing the English and French versions of the virtual learning course aimed at IEs seeking accreditation or reaccreditation with the AF and accredited entities preparing to submit project proposals for funding. The course is highly interactive, featuring various learning methods, case studies and quizzes and users are awarded a certificate of completion. The English version of the course was successfully launched at a side event at the Madrid Conference. The French version was made available in June 2020, announced

¹⁷ For example, Article 7, paras. 7 and 9, of the Paris Agreement.

through a press release. At the time of the preparation of this report, the Spanish version of the course was in the final stages of release;

(b) A case study on gender in AF projects and programmes, which offers an overview of gender in AF-funded projects, including case studies drawn from the portfolio, so as to advance understanding among IEs as well as generate and share knowledge on good practices and methodologies in promoting gender equality and women's empowerment in projects that will enhance project impact.

F. Gender equality and empowerment of women and girls

49. Since the adoption of its gender policy and action plan in 2016, efforts have continued under the AF to proactively address gender equality and women's empowerment through purposeful planning and targeted interventions in adaptation action. Advancing gender equality and empowerment of women and girls is one of the cross-cutting themes of the MTS, which reaffirms gender as an integral part of the AF work and programme.

50. After around three years of implementation of the AF gender policy and gender action plan, the process of updating them started in May 2019. An overall review of the implementation of the gender policy and gender action plan was conducted from May to September 2019 to assess, inter alia, how the gender policy and gender action plan have so far been implemented compared with relevant international best practices; what the main challenges, gaps and good or best practices have been; and how efforts and work to improve gender equality and women's empowerment can be enhanced. The AFB secretariat conducted a survey of AF IEs, AFB members and alternates, the AFB secretariat, and the Adaptation Fund NGO Network and associate civil society organizations. The outcome document of the review of the progress of implementation of the gender policy and gender action plan was published as an information document at the time of the 34th meeting of the AFB.¹⁸ The AFB is supposed to consider the updated gender policy and gender action plan between its 35th and 36th meetings.

51. In terms of gender balance in the composition of the AFB, 15 seats out of 31 (one seat is vacant) are held by females.

52. As part of its Readiness Programme, the AF has continued to provide technical assistance grants for its NIEs to help them strengthen their capacity to integrate gender considerations into the projects supported by the AF. In addition, through readiness workshops, the AF has helped raise awareness on gender and to enable exchange of experience and knowledge related to gender mainstreaming among its IEs and stakeholders. During the reporting period, the AFB secretariat held a gender training session for AF NIEs during the sixth annual Climate Finance Readiness Seminar for accredited NIEs. The training focused on integrating gender considerations throughout the project cycle and enhancing understanding of the latest project performance report template, the update of which includes strengthened tracking of the implementation of and reporting on gender and environmental and social safeguards.

53. To further enhance systematic reporting on gender considerations, a gender scorecard is being developed to be used by the AFB secretariat at the portfolio level to track, aggregate and report on efforts to integrate gender at the project proposal development stage and gender outcomes at project completion. In addition, the AF project performance report template – a core part of its results-based management at the project and programme level – was updated in February 2019. The template is expected to help IEs track progress and report on gender more systematically on an annual basis. While the updated template maintains reporting on gender-disaggregated information from the previous template, it will help to strengthen the quality of reporting on gender at the start, during implementation and at completion of the project. It also includes a new section on lessons learned, which enables qualitative reporting beyond gender-disaggregated data to detail the experience of implementing gender-

¹⁸ AFB document AFB/B.34/Inf.9.

responsive measures. All the annual project performance reports submitted by IEs are available on the AF website.

54. As stated in the annual performance report of the AF for the fiscal year 2019,¹⁹ which contains a gender-dedicated section, strengthening capacity-building is one important aspect in the current portfolio of AF-approved projects and programmes, and females account for 50.5 per cent of the project beneficiaries, which received training on climate change resilience and other subjects that can strengthen their livelihood diversification.

55. During the reporting period, as part of capacity-building efforts under the AF, a self-paced e-learning course consisting of two modules – one on accreditation and the other on addressing environmental and social and gender considerations in project and programme design and implementation – was developed. The course is expected to help enhance understanding of how to integrate gender considerations into AF projects and programmes among AF designated authorities, IEs, IE candidates and other stakeholders.

56. As a knowledge product, the case study referred to in paragraph 48(b) above on gender in selected AF projects and programmes was conducted to capture lessons learned and identify challenges and opportunities relevant to improving gender mainstreaming efforts in AF projects and programmes.

57. As part of collaboration and communication efforts on gender, the AFB secretariat continued collaboration with other institutions, including the Climate Investment Funds, the GCF, the GEF and the UNFCCC secretariat, with a view to collaborating on gender and exchanging knowledge and lessons learned from implementing gender policy in collaboration with other funds. The AFB secretariat made a submission to the Adaptation Committee on 15 July 2019 in response to its call for submissions on how to mainstream gender considerations in national adaptation planning and implementation. The submission contained information on experience under the AF, such as work and efforts in incorporating gender considerations into its operations, including the MTS, accreditation, Readiness Programme and project development, knowledge management and communications; and challenges reported by IEs in incorporating gender considerations into adaptation projects financed by the AF. On the margins of the Madrid Conference, the AFB secretariat organized a gender side event on advancing gender equality and women's empowerment in climate finance in collaboration with the GEF, the GCF and the UNFCCC secretariat.

G. Participation in meetings and events

58. The AFB and its secretariat participated in a number of events to showcase experience under the AF, which included field visits to project sites in Cook Islands and Samoa. In addition to AFB meetings, Accreditation Panel meetings and readiness-related events (as described in para. 26 above) organized by the AFB and its secretariat, the AFB, its secretariat and/or the AF-TERG participated in:

- (a) London Climate Week (1–4 July 2019, London, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland);
- (b) The GCF Global Programming Conference (19–23 August 2019, Songdo);
- (c) MERL Tech DC 2019 (5–6 September 2019, Washington, D.C., United States);
- (d) The United Nations Secretary-General's Climate Action Summit (22–24 September 2019, New York City);
- (e) Building a Resilient Future Day, hosted by the Global Resilience Partnership (22 September 2019, New York City);
- (f) The Evaluation for Transformative Change Conference (30 September to 4 October 2019, Prague);

¹⁹ AFB document AFB/EFC.25/Rev.1.

- (g) The International Symposium and High-level Event on Action for Climate Empowerment (14–15 October 2019, Pamhagen, Austria);
- (h) The United Nations Climate Change Conference in Madrid (2–13 December 2019);
- (i) The tenth session of the World Urban Forum (9–13 February 2020, Abu Dhabi, United Arab Emirates);
- (j) Alliance for Hydromet Development and Systematic Observations Financing Facility workshops (25–26 February 2020, Offenbach, Germany);
- (k) The NDC Partnership consultation meeting: a panel discussion on accelerating technical assistance and capacity development for investment readiness (27–28 February 2020, New York City);
- (l) The 17th meeting of the Adaptation Committee (24–27 March 2020, virtual);
- (m) The Adaptation Futures 2020 pre-conference webinar series, co-hosted by The Energy and Resources Institute and the World Adaptation Science Programme, session on adaptation with a human face (28–30 April 2020, virtual);
- (n) The Global Dialogue on Responding to the COVID-19 Pandemic and Economic Crisis: Building Back Better Aligned to the Sustainable Development Goals and the Paris Agreement, session entitled “Toward Recovery and Long-term Resilience”, co-hosted by the Federal Ministry for the Environment, Nature Conservation and Nuclear Safety of Germany and the World Resources Institute (4 May 2020, virtual);
- (o) Lessons from Adaptation Leaders: A Grassroots-Donor Dialogue on Locally Led Action, co-hosted by the AF in collaboration with the World Resources Institute, Climate Wise Women and the Global Resilience Partnership (21 May 2020, virtual);
- (p) A webinar on building resilience in the agriculture sector in Africa in the light of the COVID-19 pandemic: experience from the AF project implemented by OSS in Uganda, co-hosted by the AF in collaboration with OSS (28 May 2020, virtual);
- (q) June Momentum for Climate Change, including a panel discussion on 4 June 2020 on effective delivery of needs-based climate finance (1–10 June 2020, virtual);
- (r) A webinar on Panama on the road to climate change adaptation, hosted by Natura Foundation Panama (18 June 2020, virtual);
- (s) A webinar on stepping up knowledge exchange between climate adaptation knowledge platforms, hosted by the University of Oxford and the Stockholm Environment Institute (30 June 2020, virtual);
- (t) The 23rd, 24th and 25th GCF Board meetings;
- (u) The 57th and 58th meetings of the GEF Council.

H. Dialogue with civil society organizations

59. Regular dialogue between the AFB and civil society organizations has continued to take place as part of the standing agenda for the AFB meetings since its 12th meeting, providing an opportunity for the AFB to listen to their proposals, receive feedback on issues on the agenda and exchange views. The MTS affirms that civil society contributes to the AF in a variety of ways, including in terms of resource mobilization, providing real-time updates on and assessments of supported projects, input from intended beneficiaries, and knowledge management. It states that, although current practices are reasonably effective in terms of transparency and even accountability to civil society organizations, there is still scope for improvement, and the AFB aims to work with the AF NGO Network to explore modalities for even greater collaboration in 2018–2022.

60. Following an invitation from the AF NGO Network, the AFB secretariat attended the Network’s strategy workshop held after the Madrid Conference. This provided an opportunity for the Network to suggest to the AFB secretariat possible ways to make the

Network's engagement more active in AFB meetings and AF work. Some of the suggestions were also communicated to the AFB during an informal meeting with the Network on 9 October 2019 and the regular dialogue session as part of the 34th AFB meeting on 10 October 2019, and the AFB duly considered the suggestions.

61. At its 34th meeting, the AFB reviewed the recommendations on its engagement with civil society put forward by the Network. The AFB decided to continue the discussion thereon and to conduct a survey among its members and alternates.²⁰

²⁰ AFB decision B.34/51.

Annexe VIII

Appui apporté à l'exécution du mandat du Conseil du Fonds pour l'adaptation

[Anglais seulement]

1. CMP 5 encouraged Annex I Parties and international organizations to provide funding to the AF, additional to the shares of proceeds from clean development mechanism project activities.¹ CMP 7 continued to encourage the provision of funding by Annex I Parties and international organizations.²

2. The AFB approved a fundraising strategy at its 22nd meeting, a revised resource mobilization strategy at its 28th meeting and a resource mobilization action plan at its 29th meeting. It held a dialogue session with donors on the margins of the Madrid Conference. As in the previous year, the dialogue was open to observers and it attracted a large audience. In 2020, as COP 26 has been postponed to November 2021 owing to the COVID-19 pandemic, a dialogue event is being considered to be held in conjunction with another international event or as a stand-alone session.

3. Having successfully met and surpassed its initial fundraising target of USD 100 million for 16 March 2012 to 31 December 2013 through contributions from Annex I Parties and regional governments, the AFB set a second resource mobilization target of USD 80 million per year for the biennium 1 January 2014 to 31 December 2015, and a third target of USD 80 million per year for the biennium 1 January 2016 to 31 December 2017.

4. At its 31st meeting, considering a report on the outcome of a meeting of the resource mobilization task force and its recommendations, the Board set a new resource mobilization target of USD 90 million per year for the biennium 1 January 2018 to 31 December 2019.³ The task force had discussed the possibility of mobilizing additional funding on the basis of special themes or topics, such as the innovation pillar of the MTS. It had reviewed ongoing resource mobilization activities and outreach strategies targeting new contributors.

5. During the reporting period, in 2019 the AF received the equivalent of USD 74.4 million in single-year pledges of new contributions, and its first multiannual financial pledge, made by the Government of Sweden, of 520 million Swedish kronor, equivalent to USD 54.2 million, of which the first annual contribution is USD 13.5 million. The single-year pledges and contributions and the first annual contribution of the contribution of the Government of Sweden made in 2019 amount to around USD 90 million,⁴ which corresponds to the target of USD 90.0 million for 2019, although this is substantially below the pledges received in 2018 of USD 129.0 million. The single-year pledges made in 2019 came from the Brussels-Capital Region of Belgium (EUR 0.4 million, equivalent to USD 0.5 million), Germany (EUR 30.0 million, equivalent to USD 33.6 million), Ireland (EUR 0.3 million, equivalent to USD 0.3 million), Norway (140 million Norwegian kroner, equivalent to USD 15.6 million), Poland (USD 1.0 million), Spain (EUR 2.0 million, equivalent to USD 2.2 million), Switzerland (15.0 million Swiss francs, equivalent to USD 15.3 million) and the Walloon Region of Belgium (EUR 3.8 million, equivalent to USD 4.2 million).⁵ In addition, the provincial Government of Quebec had made a contribution (3 million Canadian dollars, equivalent to USD 2.2 million) earlier during 2019. The AFB would like to express its

¹ Decision 4/CMP.5, para. 9.

² Decision 6/CMP.7, para. 5.

³ AFB decision B.31/31.

⁴ This includes USD 79.5 million in received contributions on pledges made in 2019, and equivalent to USD 10.6 million (based on the United Nations operational rate as at 30 June 2020) in outstanding pledges.

⁵ As at 30 June 2019, most of the pledged funds had been transferred to the AF Trust Fund, with the exception of that from the Walloon Region of Belgium, and second instalments (out of two) from Norway and Spain. Also, a pledge made in 2018 by the European Commission in the amount of EUR 10 million was outstanding.

gratitude to all these Governments for their role in helping the AF to meet its 2019 resource mobilization target. The AFB also recognizes the support provided for its resource mobilization efforts by the Chilean Presidency of COP 25, the UNFCCC and the AFB secretariat and the trustee. A full list of the contributors to the AF and amounts is contained in annex VI under “CER sales proceeds”.

6. The resource mobilization efforts of the AFB were implemented with the support of the resource mobilization task force, composed of Sylviane Bilgischer (Belgium, Annex I Parties), Lucas di Pietro Paolo (Argentina, Latin American and Caribbean States), David Kaluba (Zambia, African States), Marc-Antoine Martin (France, Annex I Parties), Albara E. Tawfiq (Saudi Arabia, Asia-Pacific States) and Aram Ter-Zakaryan (Armenia, Eastern European States). Following the end of the 2018–2019 resource mobilization period, the task force was supposed to consider a new period and target for 2020 and beyond at the meeting of the AFB that was scheduled for March–April 2020. As that meeting could not take place as planned, the task force held a virtual meeting in June 2020. As a result, the task force requested the AFB secretariat to continue communication with prospective contributor governments in order to support its recommendation to the AFB to have an informed target and timeline.

7. In 2012, an opportunity was introduced for the private sector and individuals to make donations to the AF through an online channel established in collaboration with the United Nations Foundation. During the reporting period, the AF periodically promoted the possibility of donating via social media channels alongside the AF resource mobilization goals and results.

8. The dedicated team of officials at the AFB secretariat⁶ is comprised of 11 professional staff members, namely the manager, two senior climate change specialists, two operations officers (accreditation; readiness coordinator), a communications officer, a knowledge management officer, a governance specialist (legal and accreditation), a programme analyst, a financial analyst and a junior professional officer (climate change analyst), the latter funded by the Government of Germany. It also has a senior programme assistant, an extended-term consultant (project and results-based management) and three office-based short-term consultants (communications, accreditation and readiness, operations support). During the reporting period, an evaluation officer coordinated a small dedicated secretariat to support the new evaluation function operated by the AF-TERG, with two office-based short-term consultants.

⁶ As per decision 1/CMP.3, para. 18.

Annexe IX

Fonds pour l'adaptation et Accord de Paris

[Anglais seulement]

1. The AF started serving the Paris Agreement under the guidance of and accountable to the CMA with respect to all matters relating to the Paris Agreement from 1 January 2019 and will exclusively serve the Paris Agreement once the share of proceeds under Article 6, paragraph 4, of the Paris Agreement becomes available.¹ Regarding the source of finance, CMP 14 and CMA 1 decided that the AF would continue to receive the share of proceeds, if available, from activities under Articles 6, 12 and 17 of the Kyoto Protocol, and that it would be financed from the share of proceeds from the mechanism established by Article 6, paragraph 4, of the Paris Agreement and from a variety of voluntary public and private sources.² With regard to AFB membership, CMP 14 requested SBI 50 to consider the eligibility for membership on the AFB and forward a recommendation to CMP 15.³

2. At its 34th meeting, on 10 and 11 October 2019, the AFB discussed matters related to the mandate contained in paragraph 6 of decision 1/CMP.14, considering the documents⁴ prepared by the AFB secretariat, in consultation with relevant stakeholders, including the World Bank as the interim trustee, the GEF as the interim secretariat, and the UNFCCC secretariat, under the guidance of the task force established at the 33rd meeting. The documents were prepared to help the AFB to complete necessary work and to report to CMP 15 on the tasks mandated by decision 1/CMP.14 and were not intended to influence or prejudge any future decisions by Parties on relevant matters. The matters considered by the AFB consist of the arrangements of the AF with respect to the Paris Agreement; the rules of procedure of the AFB; any other matter so as to ensure the AF serves the Paris Agreement smoothly; and implications of the AF receiving the share of proceeds from activities under Articles 6, 12 and 17 of the Kyoto Protocol when the AF serves the Paris Agreement.

3. Regarding the arrangements of the AF with respect to the Paris Agreement, the AFB considered the legal arrangements for the trustee services and the secretariat services to the AFB: the amendment of the terms and conditions of services to be provided by the World Bank as trustee for the AF (the terms and conditions); and the amendment of the memorandum of understanding between the CMP and the GEF Council regarding secretariat services to the AFB. The AFB recalled the legal advice from the UNFCCC secretariat sought at its additional meeting that the CMA would not need to be a signing party to the memorandum of understanding and the terms and conditions during the transitional period when the AF serves both the Kyoto Protocol and the Paris Agreement. The AFB decided to submit its recommendation to CMP 15 to adopt them for a timely extension of the arrangement for the trustee services and the secretariat services to the AFB beyond May 2020.⁵

4. The draft amendment of the terms and conditions for the trustee services⁶ was prepared by the World Bank as interim trustee, in consultation with the AFB secretariat and the UNFCCC secretariat under the guidance of the AFB task force. The amendment is mainly related to the extension of the trustee services and removal of the automatic termination clause (Article 34). Other amendments are related to correcting the number of amendments to the terms and conditions and including the relevant CMP decisions by which the amendments in section 1, subparagraph (g), were adopted. The amended and restated terms

¹ As per decisions 13/CMA.1, paras. 1 and 3; and 1/CMP.14, paras. 1–2.

² Decisions 13/CMA.1, paras. 2 and 5; and 1/CMP.14, para. 3.

³ Decision 1/CMP.14, para. 5.

⁴ AFB documents AFB/B.34/9, AFB/B.34/9/Add.1/Rev.1, AFB/B.34/Add.3, AFB/B.34/Add.4, AFB/B.34/9/Add.5, AFB/B.34/9/Add.6, AFB/B.34/Inf.7, AFB/B.34/Inf.8, AFB/B.34/Inf.10 and AFB/B.34/Inf.11.

⁵ AFB decision B.34/49, para. 106(a–b).

⁶ AFB document AFB/B.34/9/Add.1/Rev.1.

and conditions for the services to be provided by the World Bank as interim trustee for the AF⁷ were mutually adopted by CMP 15⁸ and the World Bank in January 2020.

5. The draft amendment of the memorandum of understanding between the CMP and the GEF for secretariat services to the AFB was prepared by its secretariat in consultation with the GEF secretariat and the UNFCCC secretariat under the guidance of the AFB task force. The amendment of the memorandum of understanding is related to adding the recital of paragraph 1 of decision 13/CMA.1 and paragraph 2 of decision 1/CMP.14 in the preamble; adding reference to decisions 1/CMP.14 and 13/CMA.1 in Article 1; replacing reference to decision 1/CMP.3 with “decisions of the CMP and the CMA” in Articles 2(l) and 7; correcting the typing error in Article 6 by adding “from” after “withdraw”; and deleting the outdated and completed task of the CMP 6 review of the memorandum of understanding. The amended and restated memorandum of understanding between the CMP and the Council of the GEF regarding secretariat services to the Board⁹ was adopted by CMP 15¹⁰ and the GEF Council at its 59th meeting in December 2019.

6. With respect to the rules of procedure of the AFB, the AFB affirmed its conclusion at its additional meeting held in June 2019 that, considering the AF is in a transitional period where it serves both the Kyoto Protocol and the Paris Agreement until it starts to exclusively serve the Paris Agreement, many provisions of the current rules of procedure could be unaffected, while some provisions were linked to expected CMP 15 decisions, such as the eligibility for membership on the AFB, which was expected to be considered at SBI 51 and decided at CMP 15. The AFB deemed it prudent to determine the revision of the rules of procedure after relevant SBI considerations and CMP decision(s) were adopted on the issues that may affect some of the provisions of the rules of procedure, including the eligibility for AFB membership. The addendum to the report of the AFB to CMP 15¹¹ includes the consideration by the AFB of the provisions of the rules of procedure that are closely linked to anticipated CMP decisions related to, *inter alia*, eligibility for AFB membership; the provisions that are not closely linked to anticipated CMP decisions and that may be revised with updates in line with decisions 1/CMP.14 and 13/CMA.1; and other issues related to the rules of procedure for which it was not clear whether they would need adjustment or not, such as section XVII (amendments to rules of procedure) and section XIX (overriding authority of the Kyoto Protocol). The AFB included the summary of its consideration of its rules of procedure¹² in the addendum to its report to CMP 15.

7. With respect to the implications of the AF receiving the share of proceeds from activities under Articles 6, 12 and 17 of the Kyoto Protocol when the AF serves the Paris Agreement, the AFB recalled the trustee’s report made at the additional meeting in June 2019 that continued monetization of the remaining Kyoto Protocol carbon assets (CERs as clean development mechanism share of proceeds) would be possible, provided that the amendment of the terms and conditions is adopted by the CMP and the World Bank, as the amendment of the terms and conditions maintains the authorization of the trustee to continue to sell these CMP assets. The AFB included the summary of its consideration of this matter¹³ in the addendum to its report to CMP 15.

8. With respect to any other matter so as to ensure the AF serves the Paris Agreement smoothly, the AFB reviewed the existing AF instruments, policies and guidelines: SPPG; operational policies and guidelines; code of conduct of the AFB;¹⁴ zero tolerance policy for

⁷ FCCC/KP/CMP/2019/4/Add.1–FCCC/PA/CMA/2019/2/Add.1, annex I.

⁸ Decision 3/CMP.15, para. 6.

⁹ FCCC/KP/CMP/2019/4/Add.1–FCCC/PA/CMA/2019/2/Add.1, annex III.

¹⁰ Decision 3/CMP.15, para. 7.

¹¹ FCCC/KP/CMP/2019/4/Add.1–FCCC/PA/CMA/2019/2/Add.1.

¹² AFB document AFB/B.33.b/3, annex I.

¹³ AFB document AFB/B.34/9/Add.5.

¹⁴ Available at <https://www.adaptation-fund.org/wp-content/uploads/2014/09/CODE-OF-CONDUCT.pdf>.

the AFB;¹⁵ general guidelines for committees;¹⁶ terms of reference for the PPRC;¹⁷ terms of reference for the EFC;¹⁸ terms of reference for the establishment of the AFB Accreditation Panel;¹⁹ risk management framework for the AF;²⁰ environmental and social policy;²¹ gender policy and action plan (2017–2019);²² open information policy;²³ ad hoc complaint handling mechanism;²⁴ resource mobilization strategy;²⁵ MTS;²⁶ and methodologies for reporting AF core impact indicators.²⁷ The AFB concluded that most of the AF policies, guidelines and core instruments do not appear to require immediate major revisions as they serve their purpose well and are undergoing or will go through an update process as scheduled and/or when the need arises; and it may be prudent not to amend the operational policies and guidelines and SPPG now because some of their provisions are closely linked to the issue of eligibility for AFB membership, which was expected to be decided on at CMP 15. The SBI considered the matter of ensuring that developing country Parties and developed country Parties that are Parties to the Paris Agreement are eligible for membership of the AFB,²⁸ and concluded that it would continue its consideration of the matter at SBI 52.²⁹

9. At its 34th meeting, the AFB took note of the report of its secretariat on the issue of the Parties eligible for funding from the AF, which is related to paragraphs 5 and 10 of the SPPG, which reflect paragraph 1 of decision 1/CMP.3. The AFB secretariat reported that it had recently received an official letter from the national Government of a country on its interest in accessing AF funding and nominating a designated authority: the country is not a Party to the Kyoto Protocol, and has signed the Paris Agreement but is not yet a Party to the Agreement as, according to the Government, it is undergoing the ratification process domestically. The country could not be considered eligible for funding from the AF as of the date of receipt of the letter because it was not a Party to the Kyoto Protocol. The AFB noted that the following question could arise: when the country completes the ratification process for the Paris Agreement and becomes a Party to the Paris Agreement, could it be considered eligible for funding from the AF or not? Although the number of countries that are a Party to either the Paris Agreement or the Kyoto Protocol, but not a Party to both, could decrease over time, in the meantime requests for funding from a country that is a Party to the Kyoto Protocol but not to the Paris Agreement, or vice versa, could be received. In this regard, the AFB included in the addendum to its report to CMP 15 a request for additional guidance and/or clarification from the CMP and/or the CMA on the matter of the Parties eligible for funding from the AF that could help in addressing such requests. Accordingly, the AFB has included in this report its invitation to the CMP and/or the CMA to provide guidance and/or clarification on the issue of the Parties eligible for funding from the AF as referred to in paragraph 1 of decision 1/CMP.3, which is reflected in paragraphs 5 and 10 of the SPPG, adopted at CMP 4.³⁰

¹⁵ Available at <https://www.adaptation-fund.org/document/zero-tolerance-policy-for-the-board/>.

¹⁶ Available at <https://www.adaptation-fund.org/generic/pprc-terms-of-reference/>.

¹⁷ Available at <https://www.adaptation-fund.org/wp-content/uploads/2014/09/General-Guidelines-for-Committees.pdf>.

¹⁸ Available at <https://www.adaptation-fund.org/about/governance/board/>.

¹⁹ Amended in May 2020, available at <https://www.adaptation-fund.org/about/governance/accreditation-panel/>.

²⁰ Available at <https://www.adaptation-fund.org/document/risk-management-framework/>.

²¹ Available at <https://www.adaptation-fund.org/documents-publications/operational-policies-guidelines/>.

²² In the process of being updated.

²³ As footnote 21 above.

²⁴ As footnote 21 above.

²⁵ Available at <https://www.adaptation-fund.org/document/resource-mobilization-strategy-3/>.

²⁶ Available at <https://www.adaptation-fund.org/document/medium-term-strategy-2018-2022/>.

²⁷ Available at <https://www.adaptation-fund.org/document/core-indicator-methodologies/>.

²⁸ Per decision 1/CMP.14, para. 5.

²⁹ FCCC/SBI/2019/20, para. 74.

³⁰ AFB decision B.34/49, para. 106(f).